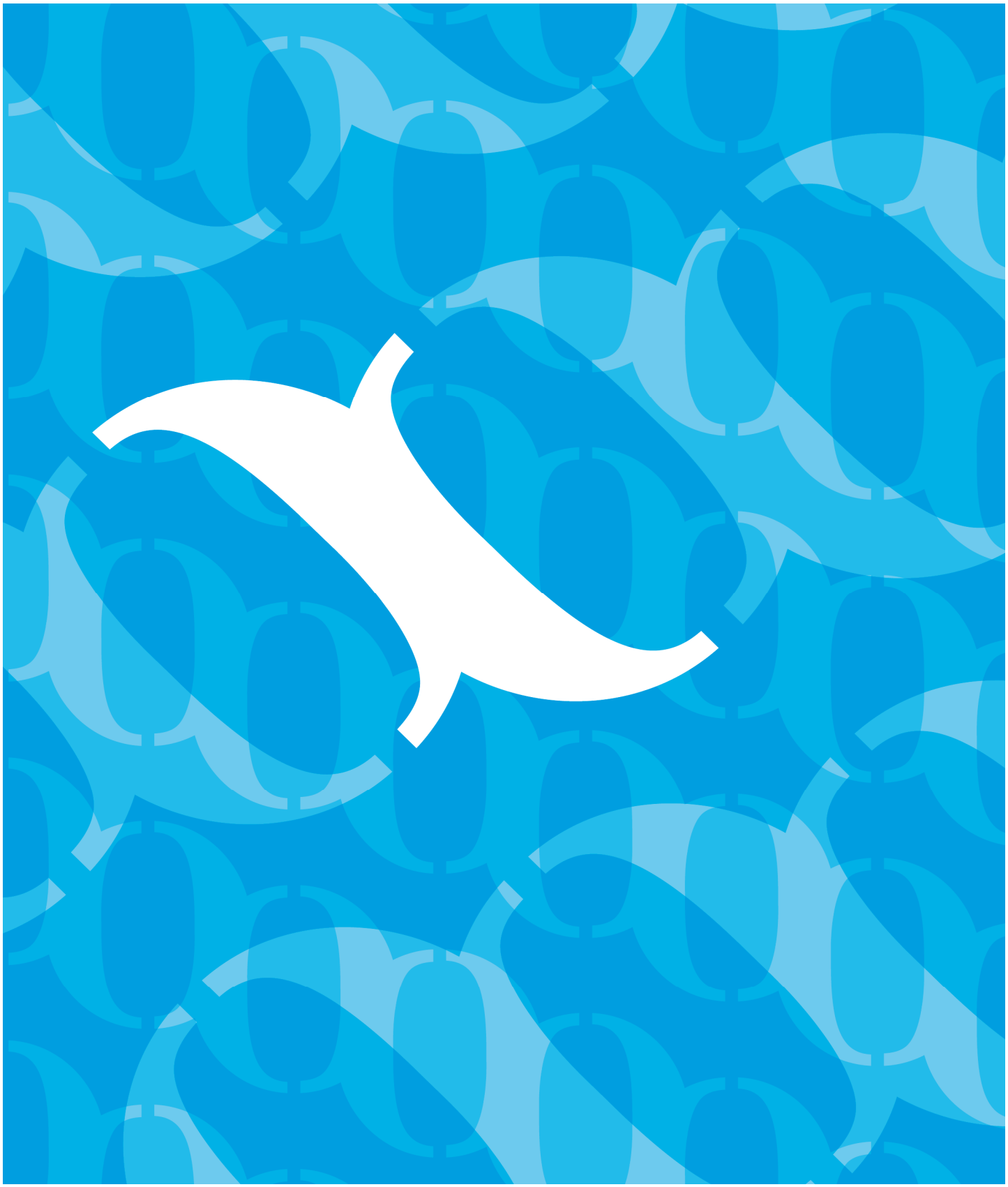
Rapport d'activité | 2016

mot
mission transfrontier
opérationnelle operational
transfrontalière mission



Premier ministre
COMMISSARIAT GÉNÉRAL À L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

cget

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

MINISTÈRE DES OUTRE-MER

GROUPE Caisse des Dépôts

SOMMAIRE

INTRODUCTION 4

Les origines et le fonctionnement 4

PARTIE 1 : VIE DE L'ASSOCIATION 4

1.1 Les instances 4

1.2 Les adhérents 5

1.3 Les travaux avec les partenaires fondateurs et les Ministères 6

1.3.1 Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) 6
1.3.2 Ministère des Affaires étrangères et du Développement international 6
1.3.3 Ministère de l'Intérieur 8
1.3.4 Ministère des Outre-Mer 8
1.3.5 Caisse des Dépôts 8
1.3.6 Autres ministères 9

1.4 L'équipe technique 10

PARTIE 2 : COMMUNICATION ET MISE EN RÉSEAU 10

2.1 Communication générale 10

2.1.1 Newsletter "L'actualité transfrontalière" 10
2.1.2 Site Internet 10
2.1.3 Portail documentaire 12
2.1.4 Plateforme du Comité stratégique transfrontalier sur l'observation 12
2.1.5 Plateforme du Groupe de travail intergouvernemental sur les solutions innovantes aux obstacles transfrontaliers 13
2.1.6 Publications 13
2.1.7 Presse et nouveaux médias 13

2.2 Les services et ressources dédiés aux adhérents 14

2.2.1 Revues de presse 14
2.2.2 Espace membres, fonds juridique et études en ligne 14
2.2.3 Service "bon-à-tirer" 14
2.2.4 Plateforme des techniciens 15
2.2.5 Forum en ligne 15

2.3 Conférences et séminaires 16

(co-)organisés par la MOT 16
2.3.1 "Construire par-delà la frontière : la coopération territoriale en Europe ", 27 février 2016, Paris 16
2.3.2 Atelier "Villes jumelles et agglomérations transfrontalières : quels enjeux de gouvernance ?", 18 mai 2016, Hambourg 16
2.3.3 "La frontière : une ressource pour les habitants des territoires frontaliers ", 24 mai 2016, Paris 17
2.3.4 "Sécurité et développement : comment gérer la frontière ? ", 7 juillet 2016, Paris 17
2.3.5 Atelier "Investissements transfrontaliers", EWCR, 11 octobre 2016, Bruxelles 18
2.3.6 Atelier "Espaces ruraux transfrontaliers", EWCR, 12 octobre 2016, Bruxelles 18
2.3.7 Atelier "Transfrontalier : projet de territoire partagé sur le transfrontalier", 37ème Rencontre nationale des agences d'urbanismes, 5-7 octobre 2016, Bayonne 19
2.3.8 "La Région Grand Est et ses voisins – nouvelles dimensions, nouvelles opportunités ?", 7 novembre 2016, Strasbourg 19
Formations et interventions 19
2.3.9 "Le Directeur général transfrontalier", 26 et 27 avril 2016, Strasbourg 19
2.3.10 "Réformes territoriales comparées entre la France et l'Italie : quels enseignements peut-on tirer ?", dans le cadre des Journées européennes de la coopération transfrontalière les 21 et 22 septembre 2016, Nice 20
2.3.11 Interventions dans des conférences 21

PARTIE 3 : AIDE A LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES TRANSFRONTALIERES 22
3.1 Appui technique aux politiques transfrontalières aux frontières françaises 22
3.2 Observation des territoires transfrontaliers 24
3.3 Groupe de travail intergouvernemental sur les solutions innovantes aux obstacles transfrontaliers ... 25
3.4 Partenariat avec les réseaux ; formation des acteurs publics de la coopération transfrontalière 26
PARTIE 4 : ASSISTANCE AUX ACTEURS DE LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE. 27
4.1 Enjeux transfrontaliers dans les espaces de montagne en France métropolitaine 27
4.2 Mission d'accompagnement pour la prise en compte des enjeux transfrontaliers des métropoles frontalières 27
4.3 Accompagnement de la Métropole européenne de Lille concernant une délibération du Conseil métropolitain portant sur le Schéma de coopération transfrontalière (SCT) 28
4.4 Elaboration d'un "policy paper" sur la plus-value de la coopération transfrontalière Luxembourg 28
4.5 Mission d'appui à la réalisation du Schéma de Développement territorial de la Grande Région 29
4.6 Mission d'accompagnement pour la mise en place d'un projet "éco bonus" mobilité à la frontière avec le Luxembourg 29
4.7 Mission d'étude économique du territoire et d'élaboration d'une stratégie d'intervention économique à l'échelle du PETR du Pays de Saint-Louis et des Trois Frontières 30
4.8 Liaisons maritimes hivernales de fret et de passagers entre la Corse et la Sardaigne 30
4.9 Accompagnement technique à la mise en place de la première assemblée du Groupement européen de coopération territoriale Parc marin international des Bouches de Bonifacio (GECT PMIBB) 31
4.10 Gestion et exploitation d'un bac assurant la liaison internationale entre Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane) et Albina (Suriname) 31
4.11 Mission d'accompagnement pour le développement de la coopération transfrontalière en Afrique centrale 32
4.12 Assistance technique à la mise en place du programme CEDEAO de financement de projets de coopération transfrontalière 32
PARTIE 5 : ACTIVITES EUROPEENNES ET INTERNATIONALES 33
5.1 Participation au débat sur la coopération territoriale en Europe 2014-2020 33
5.1.1 Contribution de la MOT 33
5.1.2 Règlement européen relatif au GECT et Plateforme des GECT 33
5.2 Partenariats européens 33
5.2.1 CESCI en Hongrie 33
5.2.2 Réseau TEIN 34
5.2.3 ITEM 34
5.2.4 Partenariats avec les programmes européens 34
5.3 Représentation des intérêts des acteurs de la coopération transfrontalière 34
5.3.1 Le réseau CECICN 34
5.3.2 L'ARFE 35
5.3.3 La Commission européenne 35
5.3.4 Le Parlement européen 36
5.3.5 Le Comité des Régions 36
5.3.6 La Banque Européenne d'Investissement 37
5.3.7 Le Conseil de l'Europe 37
5.4 Coopération internationale 37
PRINCIPALES CONCLUSIONS 39

ANNEXES **41**

Membre du Conseil d'orientation **41**

Carte des adhérents **43**

Carte des GECT en Europe **44**

INTRODUCTION

≡ La Mission Opérationnelle Transfrontalière : un outil évolutif au service des territoires transfrontaliers

Les origines et le fonctionnement

En avril 1997, à l'initiative de la DATAR[1] et avec le soutien de la Caisse des Dépôts et du Ministère de l'Equipement, un Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire (CIADT) a créé la Mission Opérationnelle Transfrontalière sous la forme, dans un premier temps, d'une coordination interministérielle.
A partir de 1998, la MOT s'est positionnée comme une plateforme d'échanges dédiée aux acteurs de la coopération. Elle est devenue une association chargée de mettre en réseau les acteurs de la coopération transfrontalière. Ce positionnement multiniveau (interministériel et associatif) permet d'instaurer un dialogue permanent entre les autorités nationales et européennes et les acteurs de la coopération sur les questions transfrontalières.

PARTIE 1 : VIE DE L'ASSOCIATION

1.1 Les instances

La dix-neuvième Assemblée générale de la MOT a rassemblé le 25 mai 2016 à Paris, au Musée national de l'histoire de l'immigration, 150 personnes, élus et techniciens, membres ou partenaires de la MOT, pour échanger autour des projets et des activités de la MOT.

Présidée par Michel Delebarre, l'Assemblée générale a procédé au vote du rapport d'activité et du rapport financier ainsi que du barème des cotisations. Le programme annuel 2016, qui s'inscrit dans le cadre du programme triennal 2015-2017, a également été adopté.

Des élections complémentaires ont validé cinq nouveaux membres au Conseil d'orientation, représentant les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle Aquitaine, Grand Est, et Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi qu'un Député des Hautes-Alpes en tant que "membre parlementaire". Les quatre derniers ont par ailleurs été élus membres du Bureau et Vice-présidents de la MOT.

L'événement a été précédé d'une conférence-débat sur le thème "La frontière : une ressource pour les habitants des territoires frontaliers" (cf. 2.3.3).

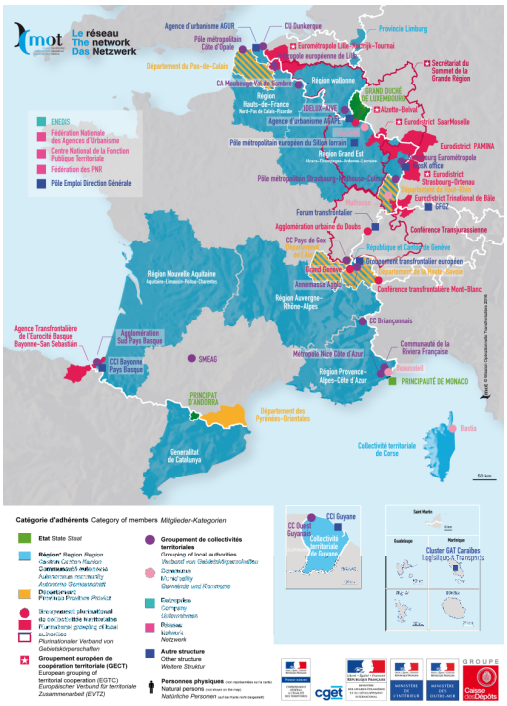
[1] Devenu désormais le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

Deux Conseils d'orientation se sont tenus le 25 mai et le 16 novembre 2016, ainsi que **quatre Bureaux** le 23 mars, le 25 mai, le 23 septembre et le 18 novembre 2016 *(cf. composition du Conseil d'orientation au 31 décembre 2016 en annexe)*.

1.2 Les adhérents

A la fin de l'année 2016, l'association compte 66 adhérents *(cf. carte en annexe)*. Quatre nouveaux organismes sont devenus membres en 2016 :

- GFGZ (Association pour la promotion de la coopération transfrontalière) (Suisse)
- Groupe IDELUX-AIVE (Belgique)
- KiosK Office (France)
- Pôle métropolitain Strasbourg-Mulhouse-Colmar (France)



Plusieurs régions françaises, membres de la MOT, sont par ailleurs concernées par des fusions de régions au 1er janvier 2016 :

- Région Alsace
- Région Aquitaine
- Région Champagne-Ardenne
- Région Lorraine
- Région Nord-Pas de Calais
- Région Picardie
- Région Rhône-Alpes

Les nouvelles régions membres de la MOT, après la fusion le 1er janvier 2016 sont les suivantes :

- Région Auvergne Rhône-Alpes
- Région Grand Est
- Région Hauts-de-France
- Région Nouvelle Aquitaine

Deux adhérents ont quitté le réseau :

- Conseil départemental Pyrénées-Atlantiques (et en conséquence la Conférence Altantique Transpyrénées)
- SNCF

De nombreux contacts ont également été pris avec des adhérents potentiels, dont le GECT Hôpital de Cerdagne, CRD EURES / Frontaliers Lorraine et Ardenne Métropole (qui adhèrent à compter de 2017).

-> Téléchargez la carte des adhérents de la MOT :
http://www.espaces-transfrontaliers.org/fileadmin/user_upload/cartes/carte_adherents.pdf

1.3 Les travaux avec les partenaires fondateurs et les Ministères

1.3.1 Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

La MOT a été en contact étroit avec le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) tout au long de l'année 2016 dans le cadre de ses instances, de manifestations ou de questions techniques.

- La MOT a assisté le CGET dans ses activités consacrées à la mise en place d'une observation transfrontalière sur les frontières françaises, ainsi qu'à une échelle européenne (cf. 3.2).
- Elle accompagne les démarches du CGET dans le cadre du Groupe de travail intergouvernemental sur les solutions innovantes aux obstacles transfrontaliers (cf. 3.3).
- La MOT a apporté un appui technique à la redéfinition de la politique transfrontalière française et a participé à l'accompagnement, en France, de la programmation 2014-2020, ainsi qu'au suivi de la réforme territoriale et de ses impacts sur la coopération transfrontalière (cf. 3.1).
- Elle a alimenté le CGET en informations sur les besoins des territoires transfrontaliers et a transmis les opinions des membres de son réseau (cf. 5.1.1).
- La MOT est intervenue lors de formations d'acteurs publics (cf. 3.4).
- Elle a participé aux réunions du conseil de l'observatoire des territoires le 14 mars et le 6 juin, via Jean Peyrony, membre de l'observatoire.
- La MOT a apporté un appui à la Mission nord lorrain du Préfet de Meurthe-et-Moselle, dont la réalisation de "Scénarios d'organisation territoriale pour le Nord lorrain".
- La MOT a sollicité son réseau à concourir au Prix de l'innovation périurbaine dans le cadre du "Lab périurbain"[2] animé par le Ministre de l'Aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, avec l'appui du CGET.

La MOT a mené des investigations sur les thèmes :

- Enjeux transfrontaliers dans les espaces de montagne (étude menée pour le CGET, cf. 4.1).
- Enjeux transfrontaliers des métropoles frontalières (étude menée pour le CGET, cf. 4.2).
- Politique de la ville et inclusion sociale.

1.3.2 Ministère des Affaires étrangères et du Développement international

En 2016, le partenariat de la MOT avec le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI), DAECT (Délégation à l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales), a porté sur l'ouverture et la représentation des intérêts au niveau européen, outre-mer et international (cf. 5.4).

[2] Plateforme visant valoriser les projets innovants dans les territoires périurbains.

La MOT est associée à l'animation du "Portail Diplomatie" du MAEDI. Cet outil d'information interne au ministère est ouvert sur certains sujets à des acteurs extérieurs. Dans ce contexte, la MOT a été désignée pour expérimenter l'ouverture de la "communauté" dédiée à la coopération transfrontalière. Cette démarche a permis aux membres français du réseau de la MOT de pouvoir y participer directement. L'équipe de la MOT contribue pour sa part à l'enrichissement des contenus de cette plateforme en y publiant de nombreuses informations transfrontalières.

L'année 2016 a également été marquée par la publication du Livre blanc "Diplomatie et Territoires", auquel la MOT a participé pour une meilleure prise en compte du transfrontalier. Ce document précise une approche globale de la coopération transfrontalière, à la fois au niveau central et sur les différentes frontières. La MOT sera étroitement associée à la mise en œuvre du dispositif sur le transfrontalier. Elle a d'ores et déjà rencontré plusieurs Conseillers diplomatiques auprès des Préfets de région, associés à ce dispositif, puis est intervenue sur le transfrontalier à la réunion des Conseillers diplomatiques le 14 décembre 2016.

La MOT est également amenée à travailler régulièrement avec l'Ambassadeur pour les commissions intergouvernementales, la coopération et les questions frontalières, Gilles Favret, associé aux instances de la MOT et à ses travaux.

- Ce dernier est intervenu, ainsi que Vincent de Crayencour de la Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense, lors du Policy forum "Sécurité et développement" du 7 juillet 2016 à Paris (cf. 2.3.4).

La MOT a participé par ailleurs :

- aux réunions de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD), le 4 juillet 2016 et le 23 novembre 2016 à Paris.
- à la réunion sur le Livre blanc "Diplomatie et Territoires" avec le Secrétaire général du MAEDI, le 7 juillet 2016, à Paris.
- à la journée Diplomatie et Territoires, le 31 août 2016 à Paris, dans le cadre de la "Semaine des Ambassadeurs".
- à une mission de terrain pour la préfiguration d'une coopération transfrontalière entre Haïti et la République dominicaine, en mars 2016 (cf. 5.4).
- à une réunion de travail de la Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense, avec Expertise France et l'Agence française de développement (AFD) sur un projet de coopération dans la zone sahélienne Mali Burkina Faso (Liptako Gourma), le 12 juillet 2016, à Paris.
- au "2nd European Congress of Local Governments", à la table-ronde France/Pologne, le 6 avril 2016, à Cracovie (Pologne).
- à la réunion COCAC, Balkans, le 19 avril 2016, à Belgrade (Serbie).

La MOT a également poursuivi son partenariat avec le Cabinet du Secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, Harlem Désir, autour de l'appui et de l'accompagnement de l'ensemble des acteurs de la coopération transfrontalière, notamment en termes de :

- Communication : newsletter, site Internet, portail documentaire, plateforme du comité stratégique, plateforme du groupe de travail intergouvernemental sur les solutions innovantes aux obstacles transfrontaliers, etc. (cf. 2.1).
- (Co-)organisation d'évènements (cf. 2.3).

1.3.3 Ministère de l'Intérieur

En 2016, le partenariat de la MOT avec la DGCL (Direction Générale des Collectivités Locales) a porté sur le suivi de la création et du fonctionnement de structures juridiques transfrontalières aux frontières françaises, s'agissant notamment de la mise en œuvre du règlement relatif au GECT (Groupement européen de coopération territoriale). Ce partenariat donne lieu à des contacts réguliers entre les deux structures. Une réunion avec Denis Robin, Secrétaire général, a eu lieu le 15 avril 2016.

Par ailleurs, quelques interventions du Ministère de l'Intérieur sur le transfrontalier ont eu lieu en 2016 :

- Intervention de Frédéric Joram, Sous-directeur de la lutte contre l'immigration illégale, et de Lambert Lucas, Responsable de la gendarmerie d'Outre-mer, du Ministère, ainsi que de Pierre-André Durand, Préfet - Pyrénées-Atlantiques, lors du Policy Forum "Sécurité et développement", le 7 juillet 2016 à Paris (cf. 2.3.4)

La MOT, de son côté :

- est intervenue dans une formation sur la coopération transfrontalière, le 26 mai 2016, à Lognes (cf. 3.4),
- a effectué une prise de contact avec les Conseillers diplomatiques nommés auprès des Préfets de Région.

1.3.4 Ministère des Outre-Mer

En 2016, les contacts avec le Ministère des Outre-Mer se sont intensifiés. Le président de la MOT, Michel Delebarre a rencontré la Ministre des Outre-Mer, Ericka Bareigts, le 13 décembre 2016. Le Ministère a par ailleurs accueilli la journée MOT du 16 novembre 2016 dans ses locaux, introduite par Alain Rousseau, Directeur général et Préfet. Les représentants du ministère sont désormais systématiquement invités à assister aux instances de la MOT. L'activité de la MOT en appui à la coopération des Outre-Mer s'est par ailleurs intensifiée (cf. 4.10).

En 2016, la MOT a également :

- rencontré deux Ambassadeurs de Zones (Océan Indien et Antilles-Guyane),
- participé aux Conférences de Coopération Régionale les 31 mars et 1er avril à Cayenne, et les 21 et 22 avril à Saint-Denis de la Réunion.

1.3.5 Caisse des Dépôts

Le représentant de la Caisse des Dépôts (membre de droit de l'Association) (Véronique Mercier, remplacée par Arnaud Daoudal à partir de 2017), également secrétaire de la MOT, participe étroitement aux décisions prises lors des instances et a été associé à une grande partie des actions de la MOT. Les services centraux et le réseau des Directions régionales ont accès aux services de la MOT.

En 2016, le partenariat de la MOT avec la Caisse des Dépôts a porté sur :

- les suites données au recensement des projets structurants d'investissement dans les territoires transfrontaliers auprès des adhérents du réseau MOT. Ce travail a donné lieu à plusieurs réunions de restitution d'analyses et de présentations de projets aux différentes directions concernées.

- Réunion "projets structurants", le 11 janvier 2016, Paris.
- Réunion des Directeurs régionaux, le 9 juin 2016, à Bruxelles.
- Réunions physiques et téléphoniques avec les Directions Régionales et les structures portant des projets.
- L'organisation d'un atelier de la MOT "Investissements transfrontaliers", dans le cadre de la EWRC, le 11 octobre 2016, à Bruxelles (cf. 2.3.5).
- Une coopération avec le site Mairie Conseils (cf. 2.1.2).
- Une campagne d'adhésion au service d'information "Localtis" de la Caisse des Dépôts dédié aux collectivités locales, diffusée au réseau de la MOT.
- L'approfondissement des relations avec les filiales du groupe Caisse des Dépôts (EGIS, Transdev) sur des missions opérationnelles lors desquelles la MOT a pu apporter son expertise des territoires et des thématiques transfrontalières comme la mobilité.
- La mise à disposition d'un bureau de passage de la MOT à Bruxelles dans les locaux de la représentation permanente de la Caisse des Dépôts auprès des institutions européennes.

1.3.6 Autres ministères

En 2016, la MOT a été en contact avec plusieurs Ministères, et leurs services déconcentrés frontaliers, afin de leur présenter la MOT et ses activités.

- Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer

  En 2016, la MOT a échangé avec le ministère tout au long de l'année, notamment avec la DGITM, Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer. Le ministère a notamment été représenté via la DAEI, Direction des Affaires Européennes et Internationales, lors de la journée MOT en novembre 2016. La MOT a également participé fin 2016 à la première réunion du Groupe d'Action Internationale pour l'élaboration du Plan National pour l'Adaptation au Changement Climatique, rappelant les spécificités des territoires transfrontaliers en matière d'adaptation, et faisant valoir différents projets mis en place dans ce domaine.

- Ministère des Affaires sociales et de la Santé, et Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social

  Les contacts avec ces deux ministères ont été poursuivis en 2016 via la Délégation aux Affaires européennes et internationales, commune aux deux ministères. Des représentants du Bureau des politiques et relations européennes, sont désormais systématiquement invités aux instances de la MOT.

- Ministère de l'Economie et des Finances

  La MOT a échangé le 25 février 2016 avec la Direction générale du Trésor (Pascal Maccioni) au sujet de la mise en place de conseillers internationaux au sein des DIRECCTE, et de leur sensibilisation aux enjeux de la coopération transfrontalière.

- Premier Ministre

  Une réunion a eu lieu entre le président de la MOT, Michel Delebarre et Guillaume Lacroix, Chef du Pôle réforme territoriale, collectivités locales au Cabinet du Premier Ministre, le 12 juillet 2016 à Paris.

1.4 L'équipe technique

A la fin de l'année 2016, l'équipe technique est composée d'un directeur général, d'un secrétaire général, de deux responsables "politiques européennes et vie de l'association" et "communication et documentation", de trois chargés de mission et d'une assistante de direction. Trois stagiaires ont été accueillis à la MOT durant l'année 2016. L'année a été marquée par le départ de Jonathan Boudry, chargé de mission sur l'expertise juridique, remplacé par Petia Tzvetanova, docteur en droit.

PARTIE 2 : COMMUNICATION ET MISE EN RÉSEAU

2.1 Communication générale

2.1.1 Newsletter "L'actualité transfrontalière"

La newsletter "L'actualité transfrontalière" est publiée chaque mois en français et en anglais, sous un format électronique et papier de 4 pages. Elle est diffusée par e-mail à 6300 contacts en Europe. Elle met en avant des projets concrets tout en informant des faits marquants de la coopération, tant au niveau des territoires transfrontaliers qu'au niveau européen. En 2016, dix newsletters ont été réalisées. À noter, un éditorial du ministre des affaires étrangères et du développement international, Jean-Marc Ayrault, a été publié en novembre à l'occasion de la parution par le Ministère du Livre blanc "Diplomatie et Territoires". Les statistiques de lecture révèlent un taux de lecture de 23,5% (la moyenne du secteur selon l'outil de diffusion Mailchimp étant de 18%).

http://www.espaces-transfrontaliers.org/la-mot/publications/newsletter/

NUMÉRO 123 / NOVEMBRE 2016

L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

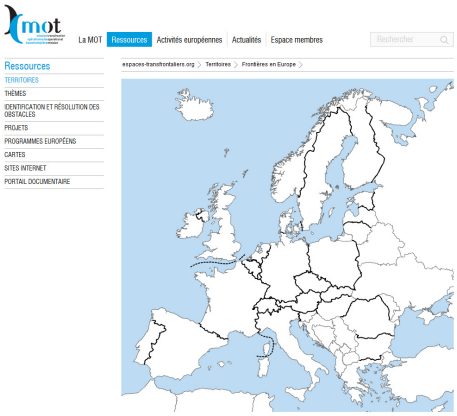
"Une véritable stratégie pour la coopération transfrontalière"

2.1.2 Site Internet

Le site Internet de la MOT est devenu un site de référence sur la coopération transfrontalière. Disponible en français et en anglais, il propose des ressources par entrées thématiques et territoriales :

- Fiches Frontières : 65 frontières européennes sont décryptées.
- Fiches Territoires : 114 territoires (agglomérations, espaces naturels, eurodistricts, eurorégions, etc.) sont étudiés.
- Fiches thèmes : 29 thèmes de la coopération transfrontalière sont analysés et mettent en avant des projets emblématiques.
- Fiches projets : 600 fiches projets illustrent les enjeux thématiques et territoriaux.
- Un fonds cartographique : 166 cartes produites par la MOT donnent à voir les dynamiques transfrontalières sur les frontières françaises.
- D'autres ressources sur les programmes européens, un portail documentaire (cf. 2.1.3), etc. sont également disponibles.

Le site permet également de présenter le réseau, les missions, activités et projets de l'association.



L'année 2016 aura permis d'enrichir ces ressources avec l'insertion d'une nouvelle rubrique thématique intitulée "Identification et résolution des obstacles" et une nouvelle entrée par "Pays" dans la rubrique "Territoires" avec une présentation de la coopération transfrontalière par approche nationale pour la France et pour l'Allemagne.

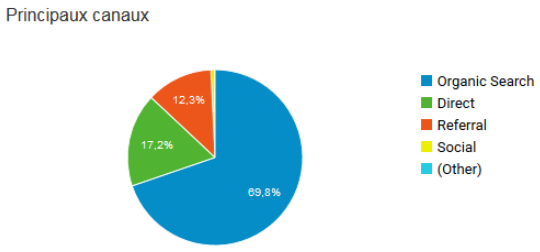
Les ressources de la version anglaise du site ont été mises à jour avec la traduction de 3 fiches frontières françaises, 8 rubriques thématiques et 32 fiches projets.

La rubrique "actualités" (en français et en anglais) a pour sa part été alimentée tout au long de l'année avec 116 articles d'actualités et l'annonce de 84 événements transfrontaliers.

Une nouvelle rubrique présentant les études réalisées par la MOT depuis sa création a également été créée.

Statistiques de consultation[3]

L'année 2016 s'est traduite par une fréquentation moyenne sur le site Internet de 193 sessions par jour (soit 70 761 visites annuelles, avec 208 732 pages vues et un nombre moyen de pages vues par session de 2,95).
Le taux de nouveaux visiteurs est de 71,83%, ce qui témoigne que le site gagne fortement chaque année en notoriété.
La consultation des ressources correspond à plus de 50% des pages visitées.
L'origine de l'audience se répartit ainsi :



http://www.espaces-transfrontaliers.eu
http://www.cross-border-territories.eu

Des partenariats avec d'autres sites Internet et plateforme d'informations sont menés, par exemple avec le "Portail Diplomatie" du Ministère des Affaires étrangères (cf. 1.3.2), ou encore avec le site " Mairie Conseils" animé par la Caisse des Dépôts. La MOT contribue à ce site dédié aux élus communaux et intercommunaux à travers la publication de "bouquets d'expériences transfrontalières" visant à mettre en lumière des projets transfrontaliers exemplaires.

[3] Source : Google Analytics. Légende sur les sources d'accès au site :
Organic search = via un moteur de recherche
Direct = via un accès direct
Referral = via un site de référence
Social = via des réseaux sociaux

2.1.3 Portail documentaire

Mis en ligne en juillet 2015, le portail documentaire de la MOT spécialisé sur la coopération transfrontalière référençait à la fin de l'année 2016 plus de 4000 documents, dont 1746 documents électroniques téléchargeables en ligne[4].
Le portail permet une recherche avancée croisant plusieurs critères comme les thèmes généraux (66 descripteurs), les thèmes européens (59 descripteurs) et les frontières/territoires (122 descripteurs).
http://www.espaces-transfrontaliers.org/no_cache/ressources/portail-documentaire/

Un centre de documentation "physique", organisée en cinq pôles (Territoires, Thèmes, Europe, Niveau national, Atlas) est accessible au même public sur rendez-vous dans les locaux de la MOT afin de permettre la consultation des documents papier.

Statistiques de consultation[5]
Sur l'ensemble de l'année 2016, les statistiques de consultation du portail en ligne représentent une moyenne de 841 visites mensuelles, soit 63 visites journalières supplémentaires par rapport à 2015.

Un partenariat a été mené avec les centres de documentation du CGET et de l'UMS RIATE, avec pour objectif de partager et de mutualiser les bases de données documentaires, ainsi que de déployer l'outil de la MOT à tous les services du CGET. Un échange avec le centre de documentation du Comité des Régions a été engagé afin de rechercher un partenariat structuré : la base documentaire de la MOT a été utilisée tout au long de l'année par le centre de documentation du Comité des Régions, témoignant de la pertinence de l'outil de la MOT à ce niveau. Les publications de la MOT sont également valorisées au sein des services documentaires de l'institution européenne.

2.1.4 Plateforme du Comité stratégique transfrontalier sur l'observation

Dans le cadre des travaux sur l'observation des territoires transfrontaliers (cf. 3.2), la MOT anime sur son site Internet la "Plateforme du Comité stratégique transfrontalier sur l'observation", créée en avril 2015.
Cette plateforme informe des actions du Comité stratégique transfrontalier (CST) et du Groupe de travail technique (GTT) et elle recense les productions statistiques, aux niveaux nationaux et locaux, sur les territoires des partenaires, sur deux thèmes majeurs : les flux de travailleurs frontaliers et l'observation transfrontalière.
http://www.espaces-transfrontaliers.org/activites-ue/comite-strategique-transfrontalier/

[4] La consultation des notices bibliographiques est ouverte à tous, mais le téléchargement des documents électroniques est réservé aux adhérents, aux services de l'État membres du réseau ainsi que sur demande aux étudiants et chercheurs.
[5] Ces statistiques sont fournies par le logiciel de gestion électronique documentaire du portail.

2.1.5 Plateforme du Groupe de travail intergouvernemental sur les solutions innovantes aux obstacles transfrontaliers

Dans le cadre de l'animation de ce groupe intergouvernemental dont la MOT assure le secrétariat technique (cf. 3.3), la MOT héberge sur son site Internet la plateforme en ligne de ce groupe, en français et en anglais. Elle présente le contexte et les objectifs, et elle donne accès à tous les documents de travail du groupe.
http://www.espaces-transfrontaliers.org/activites-ue/groupe-intergouv-obstacles/

2.1.6 Publications

Suite à la publication en septembre 2015 par la Commission européenne de l'ouvrage "La coopération territoriale en Europe, une perspective historique", auquel la MOT a participé en élaborant les 26 cartes origionales de l'ouvrage, une diffusion au sein du réseau et plus largement auprès d'acteurs de la coopération transfrontalière sur les frontières françaises, a été réalisée au début de l'année 2016. L'ouvrage a été présenté lors de la conférence "Construite par-delà la frontière" le 27 février 2016 à Paris (cf. 2.3.1).

L'année 2016 a vu également la réalisation d'une nouvelle plaquette de présentation de la MOT, qui présente les grands enjeux de la coopération transfrontalière, selon trois niveaux : le niveau local, le niveau national et le niveau européen, pour ensuite décliner les actions de la MOT selon chaque niveau. Trois plaquettes secondaires détaillent les activités de la MOT :

- Un centre de ressources / Une plateforme de mise en réseau,
- La prise en compte des enjeux transfrontaliers au niveau national / au niveau européen,
- Une ingénierie technique au services des territoires (trans)frontaliers / Une expertise à l'échelle européenne et internationale.

2.1.7 Presse et nouveaux médias

Presse

A l'occasion de la conférence annuelle, la MOT a diffusé un dossier de presse de fiches projets transfrontaliers (16 projets exemplaires sur des thèmes et des territoires différents), afin de mettre en lumière la dimension très concrète de la coopération transfrontalière au service des habitants des territoires frontaliers, et de la construction d'une "Europe concrète".
http://www.espaces-transfrontaliers.org/fileadmin/user_upload/documents/Dossier_de_Fiches_Projets_Transfrontaliers_2016.pdf

Réseaux sociaux

En 2016, la MOT a poursuivi le développement de sa présence sur les réseaux sociaux en animant le compte Twitter @reseauMOT (plus de 400 abonnés) ainsi qu'une page Facebook "Mission Opérationnelle Transfrontalière" afin de relayer les informations et actualités diffusées par la MOT.
https://twitter.com/reseauMOT
https://www.facebook.com/Mission-Op%C3%A9rationnelle-Transfrontali%C3%A8re-1688328948067171/

2.2 Les services et ressources dédiés aux adhérents

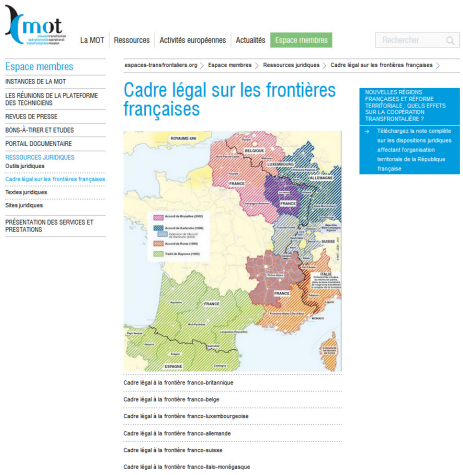
2.2.1 Revues de presse

Une vingtaine de revues de presse sur la coopération transfrontalière est diffusée chaque année aux adhérents et membres financeurs de la MOT. Elle donne à voir l'actualité transfrontalière sur les frontières françaises, et informe sur les actualités au niveau national et européen. Le volume sur l'année 2016 représente 1500 articles. L'ensemble alimente une base de données en ligne accessible aux membres, via à un moteur de recherche (recherches par thèmes, frontières, territoires, journaux, etc.). Les statistiques de consultation de lecture des envois de revues de presse au réseau oscillent entre 20 et 25%.

2.2.2 Espace membres, fonds juridique et études en ligne

Le site Internet de la MOT propose un espace réservé aux membres du réseau, avec :

- Les documents des instances et de la Plateforme des techniciens.
- Un fonds juridique couvrant l'ensemble des frontières françaises.
- Les revues de presse et la base de données d'articles.
- Les BAT et études de la MOT.
- Le portail documentaire.



En 2016, la MOT a mis à jour l'intégralité de son fonds juridique consacré au droit de la coopération transfrontalière. Celui-ci propose une boîte à outils sur les différentes structures juridiques de la coopération transfrontalière, apportant pour chacune des explications sur les conditions de création et de partenariat, les missions, le droit applicable, l'organisation, le financement, l'intérêt et les limites de chaque outil. Le fonds présente également le cadre légal de la coopération sur chaque frontière française, et il regroupe les principaux textes juridiques : accords multilatéraux et bilatéraux, règlements européens, accords et textes du droit interne français.

Sur l'Espace membres, une nouvelle rubrique présentant toutes les études réalisées par la MOT depuis sa création a également été créée. Les études diffusables sont mises à disposition des adhérents.

http://www.espaces-transfrontaliers.org/espace-membres/

2.2.3 Service "bon-à-tirer"

Le "bon-à-tirer" (BAT) d'une journée de travail est un service aux membres du réseau introduit en 2011. Il permet aux adhérents situés aux frontières françaises de bénéficier chaque année d'une journée de travail de l'équipe technique de la MOT. Différents types de conseils peuvent être assurés : intervention dans le cadre de manifestations, soutien technique au montage de projets, etc. Les demandes de BAT 2016 ont porté sur :

- Délégation de l'organisation d'une ligne de bus interurbaine transfrontalière à un GECT, BAT réalisé pour l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau.
- Enjeux franco-italiens et franco-suisses à intégrer dans la rédaction du SRDEII/ Région Auvergne-Rhône-Alpes, BAT réalisé pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

- Expériences et projets en matière de mobilité transfrontalière, BAT réalisé pour l'Agence d'urbanisme de Flandre-Dunkerque (AGUR).
- Schéma de Coopération transfrontalière des métropoles frontalières, BAT réalisé pour la Métropole Européenne de Lille et Strasbourg Eurométropole.
- Développement de la coopération transfrontalière dans la Caraïbe, BAT réalisé pour le Cluster GAT Caraïbes.

64 adhérents étaient éligibles à ce service en 2016 avec 67 bons-à-tirer émis (les nouveaux adhérents reçoivent deux bons-à-tirer la première année de leur adhésion). 13 BAT ont été réalisés au titre de 2016. Depuis la mise en place de ce service en 2011, la MOT a ainsi réalisé au total 99 BAT (plusieurs BAT sont par ailleurs en cours). Les notes techniques produites dans le cadre des bons-à-tirer sont désormais mis en ligne sur l'Espace membres.

http://www.espaces-transfrontaliers.org/la-mot/publications/bons-a-tirer/

2.2.4 Plateforme des techniciens

La Plateforme des techniciens, temps d'échanges sur les activités du réseau, s'est réunie le 24 mai 2016 à l'occasion de l'Assemblée générale. Les échanges ont porté sur les approches "obstacles/résolutions" et les évaluations d'impacts transfrontaliers. La mise en place d'un forum d'échanges dédié aux membres servira notamment à l'identification des obstacles et à leur résolution. Des démarches sur d'autres frontières ont été présentées ainsi qu'à l'échelle européenne. La seconde partie de la réunion a porté sur le besoin en formation des acteurs, rappelant les actions de la MOT auprès des services de l'Etat, et au sein du réseau. L'un des objectifs pour la MOT est de renforcer son partenariat avec le CNFPT afin d'enrichir l'offre de formation en transfrontalier.

La Plateforme s'est réunie une deuxième fois le 16 novembre 2016 dans les locaux du Ministère des Outre-Mer à Paris. Les échanges ont porté sur un bilan et une mise en perspective du programme triennal 2015-2017. La MOT a proposé de lancer un groupe de travail qui aura pour mission de préparer une conférence-débat à l'occasion des 20 ans de la MOT à l'automne 2017 à Bruxelles, et d'élaborer une prise de position de la MOT dans le cadre du débat sur l'après 2020.

http://www.espaces-transfrontaliers.org/la-mot/evenements/plateforme-des-techniciens/les-reunions-de-la-plateforme-des-techniciens/

2.2.5 Forum en ligne

La MOT a préparé tout au long de l'année la création d'un forum en ligne, dont l'objectif est de proposer à ses membres :

- une mise en contact directe ;
- le partage d'expériences et l'obtention de réponses techniques de la part du réseau ou d'autres experts ;
- l'identification des obstacles du terrain et leur relais aux niveaux compétents ;
- l'élaboration de fiches "Obstacles/Solution" et "Bonnes pratiques".

En 2016, un cahier des charges a été rédigé et présenté aux adhérents lors de la plateforme des techniciens du 16 novembre 2016. Trois propositions techniques ont été reçues et analysées, et le prestataire sélectionné. Le premier semestre 2017 sera dédié à la prestation technique de création du forum.

2.3 Conférences et séminaires

(co-)organisés par la MOT

2.3.1 "Construire par-delà la frontière : la coopération territoriale en Europe ", 27 février 2016, Paris

La MOT a organisé le 27 février 2016 au Musée national de l'histoire de l'immigration à Paris une conférence sur le thème "Construire par-delà la frontière : la coopération territoriale en Europe". La présentation de l'ouvrage "La coopération territoriale en Europe, une perspective historique" publié par la DG REGIO à l'occasion des 25 ans d'Interreg, en présence de ses auteurs, a réuni des universitaires et des praticiens de multiples horizons pour mettre en perspective historique les acquis de la coopération territoriale européenne et trente années de Schengen, tout en soulignant la nécessité et l'actualité de ce débat.

http://www.espaces-transfrontaliers.org/la-mot/evenements/construire-par-dela-la-frontiere-la-cooperation-territoriale-en-europe/

2.3.2 Atelier "Villes jumelles et agglomérations transfrontalières : quels enjeux de gouvernance ?", 18 mai 2016, Hambourg

La MOT a organisé un atelier sur le thème "Villes jumelles et agglomérations transfrontalières : quels enjeux de gouvernance ?" lors de la 15ème conférence internationale du BRIT (Border Regions in Transition) : "Cities, States and Borders: From the Local to the Global" qui s'est tenu du 17 au 20 mai 2016 à Hambourg (Allemagne) et à Sønderborg (Danemark), réunissant plus de 150 participants du monde entier. Lors de son atelier d'une quarantaine de participants, la MOT a animé une discussion entre les praticiens et les chercheurs sur le thème de la gouvernance des agglomérations transfrontalières. Les contributions ont porté sur l'Eurodistrict Strasbourg-Kehl (par Birte Wassenberg, Université de Strasbourg), sur l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai (par Bernard Reitel et François Moullé, Université d'Artois), ainsi que sur le projet URBACT "Expertising Governance of Transfrontier Conurbations" mené par la MOT entre 2008 et 2010 (par Jean Peyrony). Ces présentations ont été suivies par des commentaires des praticiens, membres du réseau de la MOT, Frédéric Duvinage de l'Eurodistrict Trinational de Bâle et Simon Jodogne de la Métropole Européenne de Lille.

2.3.3 "La frontière : une ressource pour les habitants des territoires frontaliers ", 24 mai 2016, Paris

La conférence annuelle de la MOT a réuni 150 personnes le 24 mai 2016 au Musée national de l'histoire de l'immigration, sur le thème "La frontière : une ressource pour les habitants des territoires frontaliers". Lors de la première table ronde, des témoignages aux frontières franco-suisse, franco-belge, franco-italienne et suédo-danoise sur la réalité des bassins de vie transfrontaliers, suite au rétablissement des contrôles aux frontières, ont illustré le vécu quotidien de la frontière comme une ressource, mais dont l'équilibre reste très fragile. La seconde table ronde a porté sur le rôle des politiques régionales, nationales et européennes, avec des témoignages d'Edouard Jacque, Conseiller régional de la Région Grand Est, délégué aux travailleurs frontaliers, et de Jiri Burianek, Secrétaire général du Comité des Régions. En clôture, Marie-Caroline Bonnet-Galzy, Commissaire générale à l'Égalité des territoires (CGET), Marc Abadie, Directeur du réseau et des territoires de la Caisse des Dépôts, et Walter Deffaa, Directeur général de la Politique régionale et urbaine de la Commission européenne, ont mis la coopération transfrontalière en perspective nationale et européenne.

Après la conférence-débat les participants ont eu l'occasion de visiter l'exposition « Frontières », organisée dans le cadre du partenariat entre la MOT et le Palais de la Porte Dorée.

http://www.espaces-transfrontaliers.org/la-mot/evenements/la-frontiere-une-ressource-pour-les-habitants-des-territoires-frontaliers/

2.3.4 "Sécurité et développement : comment gérer la frontière ? ", 7 juillet 2016, Paris

Le Policy Forum "Sécurité et développement : comment gérer la frontière ?", organisé par la MOT et l'Université Grenoble-Alpes, dans le cadre du projet de recherche international "Borders in Globalization" s'est tenu le 7 juillet 2016 à l'Assemblée nationale, à Paris. Près de 80 personnes se sont réunies autour de responsables de l'Etat et des institutions européennes, d'acteurs territoriaux et de chercheurs venus de plusieurs continents, pour débattre des solutions visant à concilier la libre circulation à l'intérieur de l'Europe, le renforcement de la coopération en matière de sécurité et de contrôles, et le développement des territoires transfrontaliers au service de millions de citoyens européens. Les débats ont été ouverts par Philippe Cordery, député, président du Groupe d'études Zones et travailleurs frontaliers de l'Assemblée nationale, vice-président de la MOT. Dans le cadre du Policy Forum, la GFGZ, devenu membre en 2016, a présenté un film intitulé "Comment les autorités locales traitent-elles le défi des migrants dans les territoires frontaliers ? - Un état des lieux de la région Lac de Constance / Haut-Rhin (DE/CH)".

http://www.espaces-transfrontaliers.org/la-mot/evenements/securite-et-developpement-comment-gerer-la-frontiere/

2.3.5 Atelier "Investissements transfrontaliers", EWCR, 11 octobre 2016, Bruxelles

Lors de la semaine européenne des régions et des villes (EWCR), la MOT a organisé deux ateliers. Le premier "Investissements transfrontaliers : potentiel, réalisations et défis" a été organisé conjointement avec le Comité des Régions. Il a réuni plus de 100 participants. Il a été introduit par Raffaele Cattaneo, président de la Région Lombardie et de la Commission COTER. Trois projets ont été présentés :

- l'extension du tramway de Strasbourg vers Kehl (FR-DE),
- la stratégie du GECT EURO-GO (IT-SI) et son inscription dans un Investissement Territorial Intégré (ITI) du programme Interreg,
- le projet "Top Technology Cluster" pour l'innovation et le développement économique de l'Euregio Meuse Rhin (BE-DE-NL).

Pierre Menet, Conseiller à la Direction des relations institutionnelles, internationales et européennes de la Caisse des Dépôts a présenté les outils financiers utiles aux projets transfrontaliers. René-Laurent Ballaguy, Conseiller managérial à la Plateforme de Conseil de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a expliqué l'action de sa plateforme de conseil en investissement pour accompagner des projets transfrontaliers, devenus une priorité politique. Dirk Peters, expert à la DG REGIO, a souligné la sous-utilisation de l'outil GECT et a appelé à une meilleure coordination des modes de financement existants, notamment via des ITI. La MOT, en tant que modérateur, a conclu sur la valeur ajoutée des projets d'investissements transfrontaliers.

http://www.espaces-transfrontaliers.org/la-mot/evenements/semaine-europeenne-des-regions-et-des-villes-atelier-de-la-mot-et-du-cdr-sur-les-investissements-transfrontaliers/

2.3.6 Atelier "Espaces ruraux transfrontaliers", EWCR, 12 octobre 2016, Bruxelles

L'atelier "Les espaces ruraux transfrontaliers et les programmes de coopération territoriale européenne", qui a également eu lieu dans le cadre de la semaine européenne des villes et des régions (EWCR) le 12 octobre 2016, a réuni près de 100 personnes. La MOT a animé l'atelier et a présenté les enjeux spécifiques des espaces ruraux transfrontaliers et leur prise en compte par les outils européens de développement local comme l'Investissement Territorial Intégré (ITI) ou le Développement Local mené par les Acteurs (CLLD). Quatre cas ont été présentés : l'Espace Mont-Blanc (FR/IT/CH) qui a développé un PIT dans le cadre du programme Alcotra, le Parc naturel transfrontalier Maas-Swalm-Nette (DE-NL) constitué sous la forme d'une association, le programme Interreg Italie-Autriche qui promeut l'outil CLLD issu de l'expérience des projets LEADER, et le GECT EURO-GO (IT-SI) qui utilise l'outil ITI afin d'assurer une gestion intégrée des différents axes du programme Interreg sur son territoire.

http://www.espaces-transfrontaliers.org/la-mot/evenements/semaine-europeenne-des-regions-et-des-villes-atelier-de-la-mot-sur-les-espaces-ruraux-transfrontaliers/

2.3.7 Atelier "Transfrontalier : projet de territoire partagé sur le transfrontalier", 37ème Rencontre nationale des agences d'urbanismes, 5-7 octobre 2016, Bayonne

Evénement de la FNAU, accueilli par l'Agence d'urbanisme Atlantique & Pyrénées (AUDAP), la 37ème Rencontre nationale des agences d'urbanisme "Territoires no(s) limit(es)" a eu lieu du 5 au 7 octobre 2016 dans les Pyrénées-Atlantiques. La MOT a participé à l'organisation, avec de nombreux partenaires, de l'atelier 2 intitulé "Transfrontalier : projet de territoire partagé". L'atelier piloté par l'Agence d'Urbanisme et de Développement de la Région Flandre Dunkerque (AGUR) et l'Agence d'urbanisme de l'agglomération de Besançon (AUDAB) a donné lieu à une intervention de la MOT et de nombreuses interactions avec les participants à l'atelier. Trois sous-groupes ont permis de structurer les échanges posant les questions suivantes :

- Quels enseignements par rapport aux projets présentés ?
- Quel(s) impact(s) des réformes territoriales en termes de gouvernance ?
- Quelle ingénierie locale et nationale, quels partenariats développer, quelle(s) mise(s) en réseau ?

Une traversée de la Bidassoa et une visite de terrain à Fontarabie ont conclu la journée.

2.3.8 "La Région Grand Est et ses voisins – nouvelles dimensions, nouvelles opportunités ?", 7 novembre 2016, Strasbourg

Près de 300 personnes se sont réunies à Strasbourg le 7 novembre 2016 pour un séminaire consacré aux relations transfrontalières de la région "Grand Est" " dans le contexte de la réforme territoriale en France et des nouveaux enjeux transfrontaliers résultant du périmètre de la nouvelle région Grand est et ses compétences. L'événement a été organisé par l'ADEUS, en partenariat avec la MOT, la FNAU, la Métropole de Strasbourg et la Région Grand Est. Deux tables rondes - introduites par des exposés présentant des expériences réussies - ont porté sur :

- "Quels modèles de développement pour les régions transfrontalières ?"
- "Quels leviers de développement pour nos territoires transfrontaliers ?"

Formations et interventions

2.3.9 "Le Directeur général transfrontalier", 26 et 27 avril 2016, Strasbourg

Une formation intitulée "Le directeur général transfrontalier" a été organisée les 26 et 27 avril à Strasbourg par la MOT et le CNFPT. Réunissant des cadres dirigeants de collectivités frontalières de plusieurs frontières françaises dont celle l'Outre-Mer, elle a proposé à ces derniers :

- D'approfondir les spécificités des espaces transfrontaliers,
- De dresser un état des lieux de la mise en œuvre des politiques ayant trait à la coopération territoriale (évolutions européennes et réformes territoriales en France).
- De réfléchir à l'organisation de leur propre collectivité face aux enjeux de la coopération.

La formation a laissé une large place à l'expression des participants, experts de la coopération, pour se placer dans une dynamique prospective. Le développement des territoires étant du ressort, en premier lieu, des collectivités locales concernées, les échanges ont tout d'abord porté sur les priorités d'actions à développer et l'articulation à trouver entre les structures de gouvernance transfrontalière (type GECT) et l'action des services des collectivités qui en sont membres. La relation entre les échelons - départements, régions, États - selon les compétences de chacun a également été abordée sous l'angle de la gouvernance ; et l'exemple du tram de Strasbourg Kehl a permis d'illustrer les difficultés et les solutions propres au montage de projet. Enfin, ont été abordés les enjeux de la gestion quotidienne de la coopération transfrontalière au sein d'une collectivité

Le débat final a porté sur le concept de l'"inter-territorialité transfrontalière" : comment va évoluer l'action des collectivités en transfrontalier ? Quel rôle pour le directeur général des services ? D'autres sessions du même type pourront être organisées dans le cadre du partenariat MOT/CNFPT.
http://www.espaces-transfrontaliers.org/la-mot/evenements/formation-le-directeur-general-transfrontalier/

2.3.10 "Réformes territoriales comparées entre la France et l'Italie : quels enseignements peut-on tirer ?", dans le cadre des Journées européennes de la coopération transfrontalière les 21 et 22 septembre 2016, Nice

Portées par la Métropole Nice Côte d'Azur, les journées européennes de la coopération transfrontalière organisées à Nice les 21 et 22 septembre ont été un véritable succès avec près de 400 participants. Le premier jour, les acteurs du territoire italo-franco-monégasque ont échangé lors d'ateliers et de tables rondes afin de mettre en avant la réalité transfrontalière de ce bassin de vie à la fois alpin et méditerranéen, et de promouvoir les outils et les financements européens disponibles pour développer des projets d'intégration dans des domaines comme l'innovation, la santé, le tourisme, les risques naturels, etc. La MOT y a animé une table ronde.

Le lendemain, une journée de formation a porté sur les réformes territoriales comparées entre la France et l'Italie. La formation a été co-organisée par la MOT, le CNFPT, la Métropole Nice Côte d'Azur et le CERDACFF, autour de deux tables rondes : "Quels enseignements tirer ?" et "Unions et fusions des collectivités - quelles conséquences sur le montage de projets de coopération transfrontalière". La deuxième table ronde a été animée par la MOT.
http://www.espaces-transfrontaliers.org/la-mot/evenements/reformes-territoriales-comparees-entre-la-france-et-litalie-quels-enseignements-peut-on-tirer/

2.3.11 Interventions dans des conférences

Autres interventions effectuées par la MOT en 2016 :

Titre de l'événement, Organisateur	Date, Lieu, Intervention
Quatrième édition de la Master-Class "Trans/frontières et dialogue des disciplines", Institut Catholique de la Méditerranée	les 26-28 janvier 2016, à Marseille, présentation de l'ouvrage "La coopération territoriale en Europe"
Séminaire international des Jeunes Européens France	le vendredi 11 mars 2016, à Lille, participation à la table ronde
2nd European Congress of Local Governments, Table-ronde France/Pologne	le mercredi 6 avril 2016, à Cracovie, participation à la table-ronde
Réunion COCAC, Balkans	le mardi 19 avril, à Belgrade, présentation de la MOT
Réunion annuelle de la Plateforme des GECT, Comité des Régions	le mercredi 20 avril 2016, à Bruxelles, intervention dans la table-ronde
Conférence de Coopération Régionale, Ministère des Affaires étrangères et du Développement international / Ministère des Outre-Mer	les 21-22 avril 2016, à Saint-Denis de la Réunion, présentation de la MOT et des enjeux transfrontaliers en Outre-mer
Conférence "Driving regional cooperation for renewables in the EU", Fondation Heinrich Böll et World Future Council	les 25-26 avril 2016, à Bruxelles, intervention dans deux tables-rondes
Salon caribéen du transport et de la logistique, Cluster GAT Caraïbes Logistique et Transports/ASLOG	les 11,12 et 13 mai 2016, à Fort-de-France, intervention
Module thématique "Ouverture sur les relations internationales et européennes" CSET II - Promotion 2015-2016, Ministère de l'Intérieur	le jeudi 26 mai 2016, à Lognes, intervention
Conférence "Achieving Good Living Environment: territory matters. What`s beyond 2030 for macro-regions?", Spatial Planning Initiative VASAB	le mardi 7 juin 2016, à Varsovie
Réunion des Directeurs régionaux de la Caisse des Dépôts	le jeudi 9 juin 2016, à Bruxelles, animation de l'atelier
Session du cycle thématique "A SAUTE-FRONTIERE", Forum transfrontalier	le 16 juin 2016, à Villiers-le-Lac, intervention
Séminaire "Territory matters: Keeping Europe and its regions competitive", ESPON	les 16 et 17 juin 2016, à Amsterdam, présentation de l'étude de la MOT sur le développement économique
Cycle de conférences des Mardis de la Villa, conférence "Comment dépasser les frontières ? Vers un aménagement du territoire européen", AVITEM	le mardi 13 septembre 2016, à Marseille, intervention en tant que conférencier
Réunion de "Présentation intermédiaire 2016", IBA Basel 2020	le samedi 17 septembre 2016, à Bâle, participation à la table-ronde
Assemblée Générale et Conférence annuelle "Avenir sans frontières, c'est sûr!!", ARFE (Association des Régions Frontalières Européennes)	les 22 au 24 septembre 2016, à Görlitz (DE), à Zgorzelec (PL) et à Liberec (CZ) (Eurorégion Neisse-Nisa-Nysa), participation à une table-ronde
Séminaire annuel 2016 Programme Interreg V-A France-Italie ALCOTRA 2014/2020	le jeudi 6 octobre, à Chamonix, animation d'une table-ronde
Conférence "The future of the EU development policy", IDDRI	le lundi 24 octobre 2016 à Paris, intervention

Conférence annuelle de l'ITEM	le vendredi 28 octobre 2016 à Maastricht, participation à une table-ronde
Colloque "Dans le cadre de la Stratégie de coopération transfrontalière 2016-2020 - Pour une nouvelle dynamique de l'Arc jurassien", CTJ	le vendredi 4 novembre 2016, à la Chaux-de-fonds, intervention
Conseil Plénier de la Communauté de Travail des Pyrénées, Région Nouvelle Aquitaine	le jeudi 10 novembre 2016 à Bordeaux, participation à une table-ronde
Atelier régional de la Grande Région du projet MORO "Observation territoriale en Allemagne et régions limitrophes", Grande Région	le lundi 28 novembre 2016, au Luxembourg, intervention
Séminaire "Where are European cities heading? Evidence for better policy-making", ESPON	les mercredi 7 et jeudi 8 décembre 2016, à Bratislava, animation d'une table ronde

PARTIE 3 : AIDE A LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES TRANSFRONTALIERES

3.1 Appui technique aux politiques transfrontalières aux frontières françaises

En 2016, la MOT a apporté un appui technique à l'émergence d'une politique transfrontalière française, dans le cadre du processus de la réforme territoriale et de ses implications transfrontalières. La MOT a alimenté le CGET en informations sur les besoins des territoires transfrontaliers et a transmis les opinions des membres de son réseau.

Programmation 2014-2020

Tout au long de l'année 2016, la MOT a suivi la mise en place des programmes de coopération aux frontières françaises et en a informé son réseau. Partie prenante de l'Instance nationale de préparation de l'Accord de Partenariat dans le collège "Société civile", elle a participé aux évènements organisés par le CGET concernant la programmation 2014-2020 :

- Séminaire national 2014-2020 "Accompagner la transition des territoires ruraux" et au séminaire "Le partenariat européen pour l'innovation" les 29 et 30 juin 2016 à Versailles,
- Réunions de l'Instance nationale de concertation partenariale de l'Accord de partenariat (INCOPAP), le 27 mai 2016 et le 24 novembre 2016 à Saint Denis.

Thématiques de la coopération transfrontalière

Outre le suivi de la thématique développement économique à la suite du projet Europ'Act, la MOT a participé à la veille sur de nouvelles thématiques comme l'inclusion sociale / politique de la ville en transfrontalier ; et la transition énergétique en transfrontalier :

L'inclusion sociale et la politique de la ville

- Réalisation d'une note thématique sur les quartiers Politique de la Ville des villes frontalières françaises et les enjeux du Partenariat Européen contre la pauvreté dans les villes dans le cadre de l'Agenda Urbain européen (Pacte d'Amsterdam), présentée en mars 2016 aux représentants du CGET à Paris.

- Participation aux ateliers "Urban agenda for the EU – partnerships on Urban poverty" et "Urban Innovative Actions : solutions for sustainable urban development of cities", lors de la European Week of Regions and Cities, le 11 octobre 2016, à Bruxelles.

La transition énergétique

- Réunion avec Pascal Mangin d'ERDF, le 1er mars 2016 : discussion sur les enjeux transfrontaliers de l'énergie.
- Rédaction d'une note de synthèse sur le sujet qui a permis une mise à jour de la rubrique "énergie" du site Internet.
- Participation aux ateliers sur les avancées et le potentiel de coopération régionale dans la transition énergétique dans l'Océan Indien lors de la Conférence de Coopération Régionale de l'Océan Indien à St Denis de la Réunion du 21 au 22 avril 2016.
- Intervention lors de deux tables rondes et présentation de la synthèse des débats et des recommandations politiques pour le niveau européen, lors de la conférence "Driving regional cooperation for renewables in the European Union", organisée par la Heinrich Böll Stiftung et le World Future Council, les 25-26 avril, à Bruxelles.
- Participation au Voyage d'étude "Driving regional cooperation for renewables in the European Union" organisé par la Fondation Heinrich Böll autour de projets de développement durable (Danemark, Allemagne, Pays-Bas, Belgique), du 25 au 29 septembre 2016 dans la région de la mer du Nord.

- Suivi des questions de l'Union européenne de l'Energie et des investissements dans les infrastructures énergétiques.
- Participation à l'atelier "How to aggregate small energy investments into a large regional project?" organisé par le Comté de Krapina-Zagorje (Croatie) et les institutions européennes dans le cadre de la EWCR, le 13 octobre 2016, à Bruxelles.

Réforme territoriale

La MOT a suivi les implications transfrontalières de la réforme territoriale ; elle a notamment :

- réalisé plusieurs notes dans le cadre du service aux adhérents "BAT" sur le "Schéma de Coopération transfrontalière des métropoles frontalières", pour la Métropole Européenne de Lille et Strasbourg Eurométropole, février 2016, et le "SRDEII de la Région Auvergne-Rhône-Alpes : Les enjeux franco-suisses et franco-italiens à prendre en compte dans le volet transfrontalier", pour la Région Auvergne Rhône-Alpes, juillet 2016 ;
- communiqué avec l'ensemble des régions frontalières au sujet des SRDEII, leur rappelant que les schémas peuvent contenir un volet transfrontalier élaboré en concertation avec les collectivités territoriales des Etats limitrophes selon la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) ;
- co-organisé une journée de formation "Réformes territoriales comparées entre la France et l'Italie : quels enseignements peut-on tirer ?", le 22 septembre 2016, à Nice (cf. 2.3.10) ;
- co-organisé la conférence "La Région Grand Est et ses voisins - nouvelles dimensions, nouvelles opportunités ?", le 7 novembre 2016, à Strasbourg (cf. 2.3.8).

3.2 Observation des territoires transfrontaliers

Présentation de la démarche

A la suite d'une étude exploratoire, le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), la MOT et la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) ont organisé le premier séminaire européen consacré à l'observation des territoires transfrontaliers, le 10 décembre 2012 à Nancy. L'objectif était de présenter le travail mené et de mettre en avant le rôle de l'observation dans le cadre des politiques d'aménagement des territoires transfrontaliers. Il s'est conclu par un accord entre les Etats représentés affirmant la nécessité de coordonner les démarches d'observation statistique des territoires frontaliers.

L'émergence d'une coordination entre les Etats

Suite à ces échanges, les États (France + pays voisins), conscients de l'impossibilité d'une harmonisation totale des données transfrontalières, ont convenu de privilégier un processus d'amélioration et d'enrichissement progressif et pragmatique du référentiel de données et d'indicateurs, qui permettra, à terme, de connaître plus précisément le contexte transfrontalier.

Le Comité Stratégique Transfrontalier (CST)

Pour poser les jalons d'une véritable observation transfrontalière à un niveau européen, ces Etats ont mis en place un comité stratégique transfrontalier composé des représentants des ministères en charge de l'aménagement du territoire en France et dans les pays voisins. Son rôle est d'impulser et de coordonner un programme de travail pluriannuel, de proposer et d'analyser, avec le soutien d'un groupe de travail technique, des thématiques prioritaires pour la cohésion territoriale européenne et notamment des territoires transfrontaliers afin d'identifier les sources et de collecter les données. D'autres partenaires européens prennent part à ces travaux comme les Pays-Bas, la Commission européenne ou le programme Interact. La MOT assure le secrétariat du CST. Une réunion du CST a eu lieu le 15 avril 2016 à Paris. La DG REGIO y a annoncé le lancement dans le courant de l'année 2016 d'un appel à projets portant sur l'observation statistique transfrontalière.

Le Groupe de Travail Technique (GTT)

Le comité stratégique transfrontalier s'appuie sur un groupe de travail technique qui réunit les représentants d'instituts statistiques nationaux et régionaux, de services ministériels ou d'opérateurs experts intéressés par la démarche. Son rôle est de préciser la commande issue de la réflexion du comité stratégique, définir les conditions de "réalisation technique" et valider les résultats des travaux avant de les soumettre au Comité stratégique. Le bureau de l'observation des territoires du CGET assure le secrétariat du GTT. Dans l'attente de l'appel à projets de la DG REGIO, qui a été lancé à l'automne 2016 et auquel différents instituts statistiques européens dont l'INSEE, ont répondu, le GTT ne s'est pas réuni en 2016.

http://www.espaces-transfrontaliers.org/activites-ue/comite-strategique-transfrontalier/

3.3 Groupe de travail intergouvernemental sur les solutions innovantes aux obstacles transfrontaliers

Suite à la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne et à sa proposition de créer un nouvel outil juridique dédié à la coopération transfrontalière, un "Groupe de travail sur les solutions innovantes aux obstacles transfrontaliers" a été mis en place par le Luxembourg et la France.

Lors de la Présidence néerlandaise du Conseil de l'Union européenne du premier semestre 2016 cette proposition a été mise en œuvre. La MOT a contribué à l'organisation de l'atelier sur la coopération transfrontalière le jeudi 17 mars 2016 à Bruxelles, organisé par les provinces néerlandaises, via son adhérent la Province du Limbourg. L'atelier a été l'occasion de présenter la démarche du groupe de travail.

Après une réunion de préfiguration le 28 avril 2016, le groupe de travail a été présenté sous Présidence néerlandaise lors des réunions des directeurs généraux de l'aménagement du territoire et des politiques urbaines les 11 et 12 mai 2016. Sa première réunion s'est tenue le 5 juillet 2016 à Vienne, la deuxième, le 28 septembre à Bruxelles, la troisième le 14 décembre 2016 à Bruxelles.

Conçu comme une plateforme intergouvernementale, en dialogue avec les institutions de l'Union européenne, le groupe a pour mission de traiter des obstacles à la coopération transfrontalière et de tester la valeur ajoutée, la faisabilité et le format du nouvel outil juridique proposé par la Présidence luxembourgeoise. Les résultats de ses travaux se veulent le point de départ d'un processus législatif européen à la fin 2017.

Les objectifs du groupe :

- construire une boîte à outils de solutions aux obstacles à la coopération ;
- identifier des exemples d'obstacles et les solutions mises en place pour y répondre, afin de montrer la valeur ajoutée de l'outil juridique proposé par la Présidence luxembourgeoise ;
- développer l'outil proposé, notamment du point de vue de sa faisabilité juridique.

Les membres du groupe sont :

- les États qui le souhaitent ;
- le Comité des Régions, la Commission européenne/DG REGIO, le Parlement européen et la Banque européenne d'investissement (BEI) ;
- la MOT, qui assure le secrétariat technique ;
- l'Association des Régions Frontières Européennes (ARFE) ;
- le Central European Service for Cross-Border Initiatives (CESCI) ;
- le Conseil nordique.

http://www.espaces-transfrontaliers.org/activites-ue/groupe-intergouv-obstacles/

3.4 Partenariat avec les réseaux ; formation des acteurs publics de la coopération transfrontalière

Les rencontres avec les représentants des associations de collectivités locales ou d'autres acteurs territoriaux (ADF, Régions de France, CNER, FNAU, etc.) ainsi que les organismes de formation des personnels de la fonction publique (CNFPT, etc.) se sont renforcées.

En 2016, la MOT a échangé avec les structures suivantes :

- **Assemblée des Départements de France (ADF)** : rencontre entre Michel Delebarre, Président de la MOT, et Dominique Bussereau, Président d'ADF, le 15 juin 2016, à Paris ; participation de Virginie Duby-Muller, Vice-présidente de la MOT, à la réunion de la commission relations internationales, le 14 novembre 2016, à Paris.
- **Association des Régions de France (ARF), désormais Régions de France :** la MOT est intervenue sur la coopération transfrontalière lors de la réunion du groupe CTE (Coopération Territoriale Européenne), le 23 juin 2016, à Paris ; puis elle a participé au 12ème Congrès des Régions, le 29 septembre 2016, à Reims.
- **CNER (Fédération des comités d'expansion et des agences de développement économique) :** la MOT a participé au colloque "Elaborer les schémas de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) ", le 6 juillet 2016, à Paris ; ainsi qu'au colloque "Cession/reprise : quel rôle et quelles solutions pour les territoires ?", le 27 septembre 2016, à Paris.
- **Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) : l**a MOT a participé à la Rencontre-débat "Les associations du pôle Joubert - AdCF, FNAU, France Urbaine, GART, Villes et Banlieues", le 21 janvier 2016, à Paris ; au Urban Thinkers Campus "Smart planning et Ville durable, vers Habitat III" de la FNAU, les 20 et 21 janvier 2016 à Paris ; à la 37ème Rencontre nationale des agences d'urbanisme, du 5 au 7 octobre 2016, à Bayonne et à Pau (cf. 2.3.7).

En 2016 la MOT a co-organisé les formations suivantes :

- "Le Directeur général Transfrontalier", co-organisée INET/CNFPT/MOT, les 26 et 27 avril 2016, à Strasbourg (cf. 2.3.9)
- "Journée d'échange - Réformes territoriales comparées entre la France et l'Italie : quels enseignements peut-on tirer ? ", le 22 septembre 2016, à Nice (cf. 2.3.10)

La MOT intervient par ailleurs dans des sessions de formation destinées aux agents du Ministère de l'Intérieur. En 2016, la MOT est notamment intervenue :

- Dans le module thématique "Ouverture sur les relations internationales et européennes" CSET II - Promotion 2015-2016, Ministère de l'Intérieur, le 26 mai 2016, à Lognes.

PARTIE 4 : ASSISTANCE AUX ACTEURS DE LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE

4.1 Enjeux transfrontaliers dans les espaces de montagne en France métropolitaine

Cette étude commanditée par le CGET a permis d'actualiser la connaissance des problématiques et des enjeux des massifs de montagne liés à leur situation transfrontalière. Elle a porté sur quatre massifs : les Alpes, le massif jurassien, les Pyrénées et le massif vosgien.

L'étude comprend trois phases :

- Une analyse des enjeux transfrontaliers de chacun des quatre massifs de montagne ; complétée par une analyse croisée permettant de dresser des enjeux communs à tous les massifs et des enjeux spécifiques à chaque massif.
- Une analyse par axe thématique des leviers et des freins au développement des espaces de montagne du fait des problématiques transfrontalières communes ou spécifiques à chaque massif.
- Une recherche de bonnes pratiques ou de retours d'expériences (en France et/ou à l'étranger) sur des champs ciblés et définis conjointement par le CGET et la MOT, au regard des résultats des phases 1 et 2, qui pourraient être partagés et appropriés par les acteurs des massifs de montagne.

4.2 Mission d'accompagnement pour la prise en compte des enjeux transfrontaliers des métropoles frontalières

Copyright : ADEUS

Cette étude vise à accompagner le CGET pour interroger la spécificité de trois métropoles frontalières (Lille, Strasbourg et Nice) et la valorisation métropolitaine de leur positionnement transfrontalier par les dispositifs issus de la loi MAPTAM. Cette intervention se déroule en trois points :

- Un état des lieux de la prise en compte de la dimension transfrontalière par les 3 métropoles frontalières : la métropole européenne de Lille, l'Eurométropole de Strasbourg, la Métropole Nice Côte d'Azur.
- Une analyse de l'impact sur les territoires français situés dans l'aire d'attractivité de deux métropoles européennes : Genève et Bâle.
- Un benchmark avec l'Allemagne notamment avec l'initiative et les projets pilotes MORO.

4.3 Accompagnement de la Métropole européenne de Lille concernant une délibération du Conseil métropolitain portant sur le Schéma de coopération transfrontalière (SCT)

La Métropole européenne de Lille (MEL) a entrepris une démarche de définition du SCT pour son territoire, prévue par la loi du 27 janvier 2014 sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM). La MOT l'accompagne techniquement dans le processus, aboutissant à la rédaction d'une délibération du Conseil métropolitain, qui définira les modalités d'élaboration de ce schéma et les grandes lignes de son contenu.

Les différents points de cette mission visent à :

- Conduire une série d'entretiens auprès d'acteurs institutionnels, afin de déterminer les objectifs attendus du schéma.
- Aider la MEL à définir plus précisément ce que pourrait être le SCT dans ses thématiques.
- Définir les points d'étapes de l'élaboration du SCT au regard des calendriers des autres documents stratégiques et de planification.
- Assister la MEL dans la préparation écrite de la délibération du Conseil métropolitain décisionnaire.

4.4 Elaboration d'un "policy paper" sur la plus-value de la coopération transfrontalière Luxembourg

Les ministres de l'aménagement du territoire de la Grande Région ont souhaité mettre en évidence les enjeux liés à la coopération transfrontalière dans leurs territoires. Dans le cadre d'une mission d'appui au Ministère du Développement durable et des Infrastructures du Grand-Duché de Luxembourg pour le compte de la Grande région, la MOT a rédigé un document politique, permettant d'objectiver et de mettre en évidence les enjeux liés à la coopération transfrontalière dans la Grande Région. Le document s'est également attaché à montrer les effets d'une potentielle absence de coopération (manque à gagner du fait de l'absence de prise en compte des enjeux transfrontaliers) sur le fonctionnement et le développement du territoire.

4.5 Mission d'appui à la réalisation du Schéma de Développement territorial de la Grande Région

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département de l'aménagement du territoire (Luxembourg), agissant pour le compte des différentes instances du Sommet de la Grande Région, a missionné l'Agence d'urbanisme Lorraine Nord (AGAPE) pour une mission d'appui à la réalisation du Schéma de Développement territorial de la Grande Région. Ce travail, conduit par l'AGAPE, a associé les agences d'urbanisme de Metz (AGURAM) et de Nancy (ADUAN), l'Université technique de Kaiserslautern et la Mission Opérationnelle Transfrontalière. Une partie de l'étude a consisté à analyser les documents de planification par versant national (Belgique, Luxembourg, France, Allemagne) et les documents d'orientation transfrontaliers. Une série d'entretiens complète l'analyse de ces documents. Cette mission permet de mieux définir ce que doit être le Schéma de Développement Territorial de la Grande Région.

4.6 Mission d'accompagnement pour la mise en place d'un projet "éco bonus" mobilité à la frontière avec le Luxembourg

Cette mission d'accompagnement a apporté à EGIS, filiale de la Caisse des Dépôts, une expertise sur la situation de la mobilité et des transports entre le Sillon lorrain et le Luxembourg, ainsi qu'un appui opérationnel dans la prise de contact avec les autorités luxembourgeoises pour la réalisation du concept d'écobonus mobilité au Luxembourg.

Ce projet innovant s'est inspiré de l'expérience de Rotterdam. Il étudie les modes de fluidification des axes (auto)routiers vers le Luxembourg en valorisant la responsabilité individuelle : les automobilistes, qui effectuent quotidiennement un trajet en voiture sur un axe routier, vont être encouragés pendant une période à définir (un à deux ans) à ne pas utiliser leur véhicule aux heures de pointe (en différant leur trajet, en utilisant les transports en commun ou le covoiturage) par un système de gratification (chèques, bons d'achat, petits cadeaux, réductions sur les cartes de transport en commun).

Un rapport sur la situation en matière de transport transfrontalier entre le Sillon lorrain et le Luxembourg a été remis à EGIS (statistiques, données géographiques, cartographies du territoire). Des entretiens avec différents acteurs du Sillon Lorrain et au Luxembourg ont eu lieu.

4.7 Mission d'étude économique du territoire et d'élaboration d'une stratégie d'intervention économique à l'échelle du PETR du Pays de Saint-Louis et des Trois Frontières

Pour le compte du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays de Saint-Louis et des Trois Frontières, la MOT réalise avec Acadie / Coopérative conseil une étude des dynamiques, atouts et des faiblesses du tissu économique à l'échelle du territoire du PETR et élabore, sur la base des résultats de ces analyses, une stratégie d'intervention économique adaptée et sa déclinaison opérationnelle complète. Les trois phases sont :

1. Etude détaillée et dynamique du tissu économique du territoire

- Analyse détaillée et dynamique du tissu économique du territoire.
- Analyse comparative du territoire avec d'autres territoires.
- Analyse stratégique AFOM (Atouts - Faiblesses - Opportunités - Menaces) du territoire.

2. Elaboration d'une stratégie d'intervention économique et de sa déclinaison opérationnelle

- Identification des stratégies d'intervention envisageables.
- Déclinaison opérationnelle de la stratégie d'intervention retenue.

3. Articulation entre la stratégie de développement économique et l'étude prospective et stratégique : Vision d'avenir 2035.

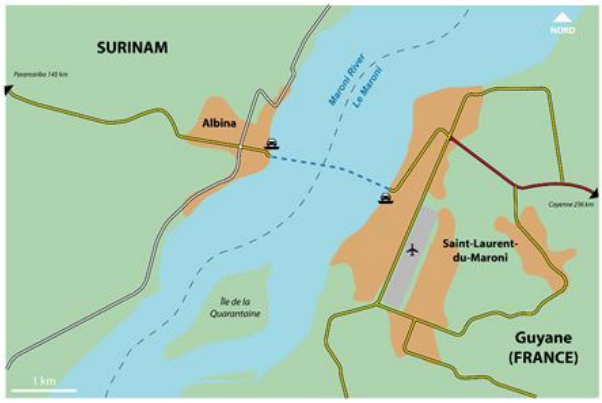
4.8 Liaisons maritimes hivernales de fret et de passagers entre la Corse et la Sardaigne

La Collectivité territoriale de Corse CTC, via l'Office des transports de la Corse (OTC), a sollicité la MOT pour un appui technique et juridique à la mise en place de liaisons maritimes hivernales entre la Corse et la Sardaigne à compter de l'hiver 2016-2017. L'étude consiste à rechercher le meilleur montage juridique pour permettre à la CTC et à son partenaire sarde, la Région autonome de Sardaigne (RAS), de mettre en place un service d'intérêt général dans l'attente de la constitution d'une structure pérenne de type GECT. Il s'agit concrètement de choisir la forme juridique sous laquelle l'accord entre la CTC et la RAS (lui-même validé en amont par les autorités nationales) permettra de désigner le ou les exploitants des lignes maritimes inter-îles, et d'assister les deux collectivités dans la rédaction et la passation du contrat. Cette démarche passe par une étude approfondie des règles nationales et européennes, ainsi que, le cas échéant, par une assistance à des échanges interétatiques franco-italiens.

4.9 Accompagnement technique à la mise en place de la première assemblée du Groupement européen de coopération territoriale Parc marin international des Bouches de Bonifacio (GECT PMIBB)

Pour le compte de l'Office de l'Environnement de la Corse, la MOT a assisté les représentants de l'Assemblée des membres du GECT PMIBB à la mise en place de leur première assemblée, dans la définition et la rédaction des différentes pièces administratives nécessaires au démarrage des activités du GECT. La MOT a accompagné les membres du GECT dans la rédaction des convocations et des documents de délibération. La MOT veille à cadrer le bon déroulement de la première assemblée, notamment dans le respect du formalisme requis au regard du droit italien. Les documents de délibération ont été établis et travaillés en italien, conformément au droit italien auquel le GECT est soumis. Par ailleurs, les procédures appliquées ont été les procédures administratives italiennes. Enfin, toute la documentation a été traduite en français.

4.10 Gestion et exploitation d'un bac assurant la liaison internationale entre Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane) et Albina (Suriname)



Cette assistance vise à apporter un appui technique et juridique à la Collectivité territoriale de Guyane, dans le choix du meilleur montage juridique transfrontalier possible pour l'exploitation d'un bac sur le Maroni assurant la liaison entre Saint-Laurent-du-Maroni côté français, et Albina au Suriname, ainsi que dans la mise en œuvre de ce montage. La MOT intervient au cours de la deuxième phase du projet, une fois l'accord franco-surinamais enteriné. Elle apporte plus précisément une assistance à la CTG dans le choix, la définition, la rédaction et la passation du contrat d'exploitation du nouveau bac fluvial. Les attendus de cette assistance sont la définition de la forme juridique sous laquelle l'accord franco-surinamais permettra de désigner l'armateur du nouveau bac fluvial, et une aide pour la rédaction et la passation du contrat avec l'armateur du nouveau bac.

4.11 Mission d'accompagnement pour le développement de la coopération transfrontalière en Afrique centrale

Pour le compte de l'Association internationale des Maires francophones (AIMF), la mission d'accompagnement de la MOT consiste à réaliser un diagnostic de la coopération transfrontalière dans les pays d'Afrique centrale. La première étape consiste en une analyse des sources de données disponibles, des études réalisées et des travaux existants. Dans un second temps, la MOT appuie l'AIMF dans l'organisation d'un atelier sur les enjeux transfrontaliers aux niveaux régional (CEMAC) et nationaux.

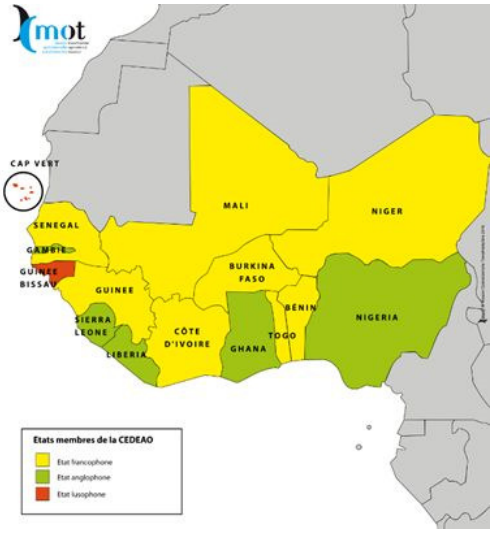
L'objectif de l'atelier est de débattre sur les points suivants :

- Alimenter le plaidoyer de l'AIMF pour le renforcement de la coopération transfrontalière.
- Construire une vision partagée du développement transfrontalier en Afrique centrale.
- Souligner ses forces et faiblesses telles que perçues à l'intérieur et à l'extérieur des Etats d'Afrique centrale.
- Identifier les facteurs de succès et de blocage de la coopération transfrontalière.
- Mettre en avant les perspectives de la coopération transfrontalière dans le processus d'intégration régionale.

Lors d'une troisième et dernière étape, la MOT propose la formulation d'un plaidoyer pour le développement de la coopération transfrontalière en Afrique centrale.

4.12 Assistance technique à la mise en place du programme CEDEAO de financement de projets de coopération transfrontalière

La Commission de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) a confié à la MOT une mission d'accompagnement pour la mise en place d'un programme de la CEDEAO pour le financement de projets de coopération transfrontalière dans les Etats ouest-africains. Sur la base de deux documents préparés par la CEDEAO (programme et fonds de financement), la MOT a proposé une vision clarifiée des objectifs généraux, ainsi qu'une déclinaison opérationnelle concrète, se concentrant sur la valeur ajoutée spécifique de la CEDEAO au regard des autres institutions de la zones (résidant notamment dans la complémentarité entre espaces francophones, anglophones et lusophones). Elle a également apporté à la CEDEAO un appui dans la déclinaison des outils juridiques et financiers nécessaires au développement des projets de coopération transfrontalière au sein de la sous-région.

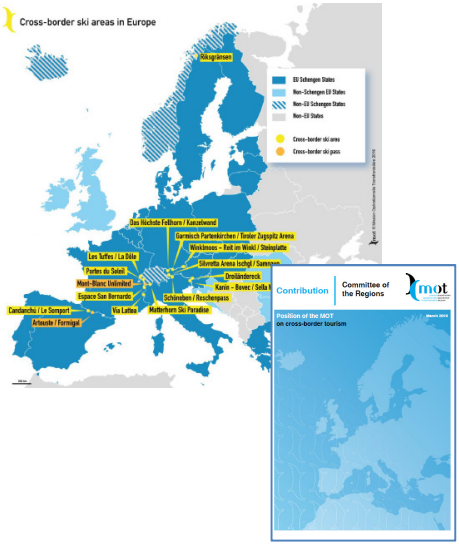


PARTIE 5 : ACTIVITES EUROPEENNES ET INTERNATIONALES

5.1 Participation au débat sur la coopération territoriale en Europe 2014-2020

5.1.1 Contribution de la MOT

Consultation du Comité des Régions "Tourism as a driving force for regional cooperation across the EU"
En mars 2016, la MOT a contribué à un projet d'avis du Comité des Régions intitulé "Tourism as a driving force for regional cooperation across the EU", afin de souligner les enjeux transfrontaliers et la valeur ajoutée de la coopération transfrontalière en matière de tourisme.



Toutes les contributions de la MOT sont disponibles ici :
http://www.espaces-transfrontaliers.org/activites-ue/prises-de-position-de-la-mot/

5.1.2 Règlement européen relatif au GECT et Plateforme des GECT

Durant l'année 2016, la MOT a assuré un suivi des GECT en Europe, à travers notamment l'actualisation régulière de la carte mise à disposition sur le site Internet de la MOT *(cf. carte en annexe)* et la participation aux événements de la Plateforme des GECT et du Groupe interrégional sur la coopération transfrontalière et les GECT du Comité des Régions (cf. 5.3.5). Pour le niveau national français (DAECT du Ministère des Affaires étrangères et du Développement international et DGCL du Ministère de l'Intérieur), un suivi des GECT aux frontières françaises a été réalisé, avec des échanges portant sur des projets de GECT ou la révision de conventions constitutives et de statuts (cf. 1.3.2 et 1.3.3).

5.2 Partenariats européens

5.2.1 CESCI en Hongrie

Créé en 2009, le CESCI (Central European Service for Cross-border Initiatives) est un partenaire privilégié de la MOT, notamment dans le cadre des travaux de la CECICN, dont il est membre.

CESCI
CENTRAL EUROPEAN SERVICE
FOR CROSS-BORDER INITIATIVES

5.2.2 Réseau TEIN

La MOT est partenaire institutionnel du réseau TEIN, réseau Transfrontalier des Euro-Instituts, qui a été créé en 2010 et qui rassemble douze partenaires provenant de neuf régions frontalières en Europe et en outre-mer. En 2016, la MOT a participé à la réunion annuelle du réseau, le 9 novembre, à Strasbourg.

5.2.3 ITEM

Après deux réunions de travail, le 22 janvier à Paris et le 16 mars 2016 à Maastricht, l'ITEM (Institute for Transnational and Euregional cross border cooperation) est intervenu lors de la Plateforme des Techniciens du réseau de la MOT, le 25 mai 2016, à Paris. Inversement, la MOT est intervenue lors de la conférence annuelle de l'ITEM, le 28 octobre, à Maastricht.

5.2.4 Partenariats avec les programmes européens

La MOT entretient des liens avec quatre programmes européens :

- **INTERACT** : participation à l'évènement "INTERREG Impact Evaluation methods", les 21 et 22 juin 2016, à Amsterdam.
- **URBACT** : échanges avec Emmanuel Moulin, directeur du secrétariat, en janvier 2016.
- **INTERREG B** : participation à l'"Infoday 2ème appel à projet : INTERREG Espace Alpin", le 8 mars 2016, à Valence ; au séminaire "Info day: INTERREG North West Europe", le 15 mars 2016, à Reims ; ainsi qu'au "INTERREG North West Europe Project Ideas Lab", le 7 avril 2016, à Frankfurt.
- **ESPON** : intervention lors du séminaire "Territory matters: Keeping Europe and its regions competitive", les 16 et 17 juin 2016 à Amsterdam, pour présenter l'étude de la MOT sur le développement économique transfrontalier ; et lors du séminaire "Where are European cities heading? Evidence for better policy-making", les 7 et 8 décembre 2016 à Bratislava, avec l'animation d'une table-ronde sur les obstacles à la coopération transfrontalière et leurs solutions.

5.3 Représentation des intérêts des acteurs de la coopération transfrontalière

5.3.1 Le réseau CECICN

La "Conférence des Réseaux de Villes Transfrontaliers et Interrégionaux Européens (CECICN)" rassemble plus de 600 villes, représentant une population totale de plus 200 millions d'habitants, situés dans des espaces frontaliers européens.

Instance de la CECICN

La CECICN a réuni son bureau politique et son bureau exécutif le 15 juin 2016 à Bruxelles, en présence de quatre de ses réseaux membres (MOT, CESCI, UBC, FAIC). Per Bødker Andersen, président de l'UBC, a été réélu président de la CECICN jusqu'au 31 décembre 2017. La CECICN est désormais représentée par deux vice-présidents, Michel Delebarre, président de la MOT, et András Levente Gál, vice-président du CESCI.

Communication de la CECICN

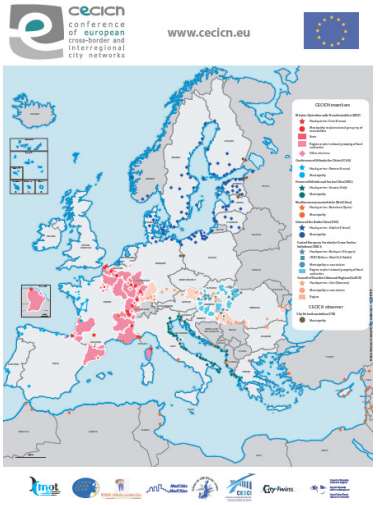
En 2016, la CECICN a travaillé sur l'actualisation de son site Internet www.cecicn.eu. Des interventions réciproques ont eu lieu dans les Assemblées générales et conférence annuelles des membres de la CECICN afin de présenter ses activités.

Consultation des réseaux membres

En 2016, la CECICN a préparé une consultation interne des réseaux membres afin de mieux se faire connaître et d'analyser les attentes vis-à-vis de ce réseau. Un questionnaire a été établi et sera l'occasion d'échanges approfondis en 2017.

Projet Europe for Citizens

Quatre réseaux membres de la CECICN ont déposé le 1er septembre 2016 un projet "Europe for Citizens" proposant un cycle de quatre conférences sur le thème "Territoires transfrontaliers et réseaux de villes - laboratoire de la citoyenneté européenne" - "CBCity". Le projet n'a pas été retenu, mais il a permis de renforcer les liens au sein du réseau.



Les membres de la CECICN sont :
- la MOT
- la Conférence des villes de l'arc atlantique
- le Forum des villes adriatiques et ioniennes
- MedCities
- l'Union des villes de la Baltique
- le Central European Service for Cross-border Initiatives (Hongrie)
- le Conseil des villes et régions du Danube
- le réseau City Twins Association en tant qu'observateur.

5.3.2 L'ARFE

Depuis 2007, date à laquelle la MOT a noué une alliance stratégique avec l'ARFE (Association des régions frontalières européennes), les échanges se sont développés. Le 4 avril 2016, la MOT a accueilli Karl-Heinz Lambertz, Premier Vice-président du Comité des Régions et Président de l'ARFE dans ses locaux. La MOT a par ailleurs participé à la conférence annuelle de l'ARFE, les 22 - 24 septembre à Görlitz (DE), Liberec (CZ) et Bolesławiec (PL), accueillie par l'Eurorégion Neisse-Nisa-Nysa.

5.3.3 La Commission européenne

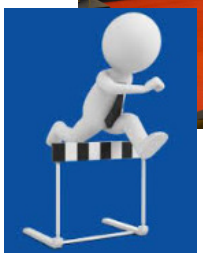
En 2016, les relations étroites ont été maintenues avec les services de la Commission européenne, en particulier la DG REGIO. Ces échanges passent par la participation de représentants de la DG REGIO à certains événements de la MOT, permettant une connexion directe entre la Commission européenne et les membres du réseau, et des interventions de la MOT lors de séminaires organisés par la DG REGIO :

- Intervention d'Agnès Monfret, DG REGIO sur la brochure "25 ans de coopération territoriale, une perspective historique" lors de la conférence "Construire par-delà la frontière : 'La coopération territoriale en Europe'", le 27 février 2016, Paris (cf. 2.3.1),
- Walter Deffaa, Directeur Général de la Politique, Régionale et Urbaine, lors de la Conférence-débat de la MOT "La frontière : une ressource pour les habitants des territoires frontaliers", le 24 mai 2016, à Paris (cf. 2.3.3),

Commission européenne

- Alain Scriban, Conseiller Principal sur la crise migratoire, DG HOME, et Agnès Monfret, DG REGIO, lors du Policy forum BIG "Sécurité et développement : comment gérer la frontière ? ", le 7 juillet 2016, à Paris (cf. 2.3.4),
- Agnès Monfret, DG REGIO, lors des Journées Européennes de la Coopération Transfrontalière, le 21 septembre 2016, à Nice (cf. 2.3.10),
- Dirk Peters, Expert Senior – Spécialiste senior de la Coopération territoriale européenne et des GECT DG REGIO, lors de l'atelier MOT/CdR de la EWRC "Investissements transfrontaliers", le 11 octobre, à Bruxelles (cf. 2.3.5),
- Zsolt Szokolai, DG REGIO, dans l'atelier MOT "Espaces ruraux transfrontaliers", lors de la EWCR, le 12 octobre 2016, à Bruxelles (cf. 2.3.6).
- Participation de la MOT à la réunion sur l'étude "Development needs", DG REGIO, le 18 octobre 2016, Bruxelles

Cross-border Review



La MOT est étroitement associée à la "Cross-border Review", menée par l'unité de coopération transfrontalière de la DG REGIO depuis septembre 2015. Cette initiative vise à analyser les obstacles administratifs et légaux qui persistent le long des frontières internes de l'Union européenne. Elle se structure autour de 3 séquences :

- Une consultation publique, à laquelle la MOT a épondu fin 2015.
- La réalisation d'une étude afin de dresser un inventaire critique des obstacles, dans le cadre de laquelle la MOT a donné son avis.
- Quatre ateliers d'experts, dont trois ont eu lieu en 2016, le 28 janvier, le 27 septembre et le 15 décembre auxquels la MOT a participé.

5.3.4 Le Parlement européen

Parlement européen

La MOT suit étroitement les travaux du Parlement européen liés à la coopération transfrontalière. En 2016, le "Groupe de travail sur la coopération transfrontalière", animé par Anne Sander, députée européenne et vice-présidente de la MOT, s'est réuni à deux reprises :

- le 25 février sur le thème : "Réforme Schengen : quel impact pour les territoires transfrontaliers",
- le 26 mai sur le thème "Chômage : quelles solutions dans des zones transfrontalières".

5.3.5 Le Comité des Régions

La MOT a poursuivi ses échanges avec le Comité des Régions dans le cadre de la déclaration d'intérêt commun entre les deux structures, notamment concernant le règlement communautaire relatif au GECT et les travaux de la Plateforme des GECT (cf. 5.1.2).

Comité européen des régions

En 2016, elle a notamment rencontré Jirí Buriánek, Secrétaire général du Comité des Régions en janvier et en décembre. Jirí Buriánek est intervenu lors de la Conférence-débat de la MOT "La frontière : une ressource pour les habitants des territoires frontaliers", le 24 mai 2016, Paris (cf. 2.3.3). La MOT a par ailleurs engagé un partenariat avec le Centre de documentation du Comité des Régions, avec l'ouverture d'un accès test au portail documentaire de la MOT.

La MOT a participé à :

- la réunion "Cross-border healthcare systems", le 29 février 2016, à Bruxelles,
- la table-ronde de la 6ème réunion annuelle de la Plateforme des GECT "L'impact de la crise de Schengen sur la coopération transfrontalière", le 20 avril 2016, à Bruxelles,
- l'atelier "Missing transport links in Border regions", le 28 juin 2016, à Bruxelles.

Lors de la Semaine européenne des Régions et des Villes, la MOT a contribué aux ateliers suivants :

- "Investissements transfrontaliers", co-organisé par la MOT et le Comité des Régions, le 11 octobre 2016 (cf. 2.3.5),
- "Espaces ruraux transfrontaliers", organisé par la MOT, le 12 octobre 2016 (cf. 2.3.6).

En 2016, le Comité des Régions a poursuivi les travaux du "groupe interrégional coopération transfrontalière et GECT" présidé par Pavel Branda. La MOT est associée à cette démarche à travers son président Michel Delebarre, membre du groupe, et a suivi les réunions du 11 février, du 16 juin et du 8 décembre.

5.3.6 La Banque Européenne d'Investissement

En 2016, la MOT a échangé avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) concernant la mise en place d'un partenariat sur la base d'un "Memorandum of Understanding" (MoU) pour faire entrer la MOT comme expert de la coopération transfrontalière dans le réseau des partenaires du "European Investment Advisory Hub (EIAH)" (plateforme européenne de conseil en investissement). Plusieurs réunions ont eu lieu en mars, juin et octobre. Par ailleurs, René-Laurent Ballaguy, est intervenu lors de l'atelier EWRC, "Investissements transfrontaliers", co-organisé par la MOT et le Comité des Régions, le 11 octobre, à Bruxelles (cf. 2.3.5), et lors de la réunion le 14 décembre du groupe de travail intergouvernemental sur les solutions innovantes aux obstacles transfrontalières (cf. 3.3).

5.3.7 Le Conseil de l'Europe

En 2016, la MOT a continué à suivre la mise en œuvre du 3ème protocole additionnel à la Convention-cadre de Madrid (Groupement euro-régional de Coopération - GEC) ouvert à la signature des Etats par le Conseil de l'Europe.

5.4 Coopération internationale

La MOT s'implique dans le domaine de la coopération internationale depuis plusieurs années. En 2016, elle a échangé avec :

- l'**Association internationale des Maires francophones** (AIMF) autour du développement de coopération transfrontalière en Afrique centrale, et au travers de l'étude que l'AIMF a confiée à la MOT (cf. 4.11). Elle a, à cette occasion, signé une convention de partenariat avec l'AIMF.

- **Expertise France** : plusieurs réunions ont eu lieu avec Expertise France qui ont abouti à la perspective d'une coopération sur un dossier « Soutien à la stabilité de la zone transfrontalière située entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger par un appui aux processus d'intégration de proximité ».
- l'**Agence Française de Développement** (AFD), à l'occasion d'une réunion de travail afin d'explorer des pistes de coopération entre les deux structures. La MOT a par ailleurs assisté à l'atelier "Vision Villes du Sud" organisé par l'AFD dans le cadre de la journée Villes Intelligentes du Groupe Caisse des Dépôts, qui a eu lieu le 21 novembre 2016 à la Cité de la Mode et du Design à Paris. La MOT a également participé avec l'AFD à la 1ère réunion du Groupe Action Internationale pour l'élaboration du Plan National pour l'Adaptation au Changement Climatique, le 14 décembre 2016 au Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer à Paris
- **OCDE/Club du Sahel Afrique de l'Ouest** (CSAO) : le CSAO a sollicité la MOT en 2016 dans le cadre d'une étude sur la résilience au changement climatique des agglomérations transfrontalières d'Afrique de l'Ouest.
- **CEDEAO** (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) : la Direction de la Libre circulation, du Tourisme et des Douane de la Commission de la CEDEAO a sollicité la MOT pour une assistance technique à la mise en place du Programme Régional de Coopération Transfrontalière de la CEDEAO et du Fonds qui devrait permettre le financement de projets de coopération transfrontalière (cf. 4.12).
- **Haïti** : la MOT a par ailleurs réalisé une mission de terrain en Haïti entre le 13 et le 19 mars 2016, à l'invitation du Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales de la République d'Haïti, avec le soutien de l'Ambassade de France en Haïti. Elle a rédigé un rapport de mission portant sur la préfiguration d'un programme d'intervention auprès des communes frontalières haïtiennes avec la République dominicaine avec l'identification de leviers d'action pour favoriser l'intégration transfrontalière et sa prise en compte dans le processus de décentralisation d'Haïti. La MOT a également rédigé une proposition d'intervention à destination du Ministère haïtien de l'intérieur et des collectivités locales portant sur une mission beaucoup plus importante (3 ans) d'accompagnement pour le développement de la coopération transfrontalière entre Haïti et la République Dominicaine. Elle a participé aux rencontres de la coopération décentralisée France-Haïti le 7 septembre 2016 et rencontré l'Ambassade de la république dominicaine le 2 novembre 2016.

Au cours de l'année 2016, la MOT a par ailleurs été impliquée dans deux évènements internationaux, elle a :

- contribué à la 15ème conférence internationale du BRIT (Border Regions in Transition) : "Cities, States and Borders: From the Local to the Global" qui s'est tenu du 17 au 20 mai 2016 à Hambourg (Allemagne) et à Sønderborg (Danemark) (cf. 2.3.2), et
- co-organisé le Policy Forum sur les frontières du projet BIG (Borders in Globalization) qui a eu lieu le 7 juillet 2016 à Paris, à l'Assemblée Nationale (cf. 2.3.4).

PRINCIPALES CONCLUSIONS

En 2016 la réforme territoriale française est entrée dans sa phase de mise en œuvre ; la fusion de certaines régions, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, l'émergence de communautés de communes ou d'agglomérations élargies, et de nouvelles métropoles, amène les collectivités frontalières à repenser leur stratégie transfrontalière. La MOT s'est mobilisée auprès de certaines d'entre elles : accompagnement des métropoles frontalières pour leurs Schémas de coopération transfrontalière ; dimension transfrontalière des SRDEII ; évènements co-organisés avec les agences d'urbanisme.

La MOT a mis son expertise opérationnelle au service des acteurs du transfrontalier. Des études spécifiques ont porté notamment sur les enjeux transfrontaliers dans les espaces de montagne et dans les métropoles frontalières ; l'appui au développement de stratégies transfrontalières (Schéma de développement territorial de la Grande Région ; stratégie d'intervention économique dans le Pays de St Louis et des trois frontières) ; à la gouvernance transfrontalière (Parc marin des Bouches de Bonifacio) ; ou à des projets, notamment en matière de mobilité (Ecobonus mobilité à la frontière du Luxembourg ; liaisons maritimes Corse Sardaigne ; bac fluvial entre Saint Laurent du Maroni et Albina). Son expertise s'est aussi mobilisée dans le cadre d'interventions ciblées (13 "bons-à-tirer" réalisés en 2016) ; mais aussi par l'animation de son réseau (plateforme des techniciens) ; et grâce à ses supports de communication (la newsletter ; le site Internet ; le centre de documentation, qui gagnent chaque année en notoriété). L'année 2016 a vu la poursuite du développement du forum sur les obstacles à la coopération, avec la sélection du prestataire, qui le mettra en œuvre au 1er semestre 2017.

Au niveau national, la MOT a travaillé étroitement avec le CGET (que la MOT a assisté notamment sur le thème de l'observation transfrontalière aux frontières françaises, et dans le cadre de la mission sur le nord lorrain), le Ministère de l'Intérieur (DGCL), le MAEDI (DAECT, ambassadeur pour les commissions intergouvernementales, la coopération et les questions frontalières, cabinet du Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes), le Ministère des Outre-Mer.

2016 a vu la publication par le MAEDI du Livre blanc "Diplomatie et Territoires". Celui-ci propose de développer une stratégie transfrontalière globale, déclinée par frontières, de mettre en place un comité de pilotage interministériel de suivi des politiques transfrontalières, de s'appuyer sur les conseillers diplomatiques auprès des préfets de régions, et de renforcer la MOT en soutien de ces démarches. La MOT a participé activement à l'élaboration et au début de la mise en œuvre de ce Livre blanc.

A la suite du recensement des projets structurants d'investissement dans les territoires transfrontaliers effectué fin 2015 pour la Caisse des Dépôts, la MOT a poursuivi son travail avec les services de celle-ci, tant les services du siège que les directions régionales, notamment en favorisant l'interaction entre celles-ci et les porteurs de projets transfrontaliers. Elle également approfondi ses relations avec les filiales du groupe, notamment EGIS.

Au niveau européen, la MOT a mené une activité intense, avec la Commission européenne (participation aux ateliers de la "revue transfrontalière" (Cross-border Review) devant déboucher sur une Communication en 2017) ; plusieurs interventions de la Commission européenne dans les évènements organisés par

la MOT ; avec le Parlement européen (groupe de travail sur la coopération transfrontalière) ; avec le Comité des Régions (groupe interrégional "coopération transfrontalière et GECT" ; 2 ateliers organisés lors de la "semaine des régions et des villes") ; et dans le cadre du processus intergouvernemental, où la MOT assure le secrétariat du groupe de travail sur "les solutions innovantes aux obstacles transfrontaliers", présidé par le Luxembourg et la France, dont l'objectif est de mettre en œuvre les propositions de la présidence luxembourgeoise du Conseil au 2ème semestre 2015, et notamment le développement d'un nouvel outil européen pour résoudre les obstacles juridiques à la coopération transfrontalière. L'animation par la MOT contribue à l'émergence d'une plateforme multi niveaux en faveur de la coopération transfrontalière, dans la ligne de ce que promouvait précédemment la plateforme de Budapest.

La MOT a également poursuivi sa mise en réseau européenne, avec d'autres structures œuvrant comme elle à une échelle intermédiaire entre le national et l'européen (CESCI autour de la Hongrie etc.) dans le cadre de la CECICN, ainsi qu'avec l'ARFE et le réseau TEIN.

Au niveau global, la MOT a continué d'apporter son expertise de la coopération transfrontalière sur d'autres continents : dans les régions françaises des Outre-mer ; aux côtés du MAEDI de plus en plus attentif aux enjeux transfrontaliers en Europe et dans le monde (Livre blanc "Diplomatie et Territoires") ; de partenaires comme l'Association internationale des Maires francophones (AIMF) (mission d'accompagnement à la coopération en Afrique centrale), Expertise France, l'Agence Française de Développement (AFD), ou d'organisations internationales (OCDE, etc.). Elle a en particulier effectué une mission de terrain en Haïti, portant sur la coopération transfrontalière avec la République dominicaine.

Enfin, dans une actualité marquée par les enjeux de sécurité et de migrations, la MOT a contribué aux débats sur les frontières dans le cadre de plusieurs conférences sur la coopération (février), la gouvernance des agglomérations transfrontalières (BRIT 'Border regions in transition' de mai 2016), la frontière ressource (Assemblée générale 2016), et la gestion de la frontière entre sécurité et développement (dans la cadre du projet BIG 'Borders in globalization' en juillet 2016).

Suite au départ et au remplacement du responsable de l'expertise juridique, l'équipe technique reste stable avec 8 agents (sans compter les stagiaires).

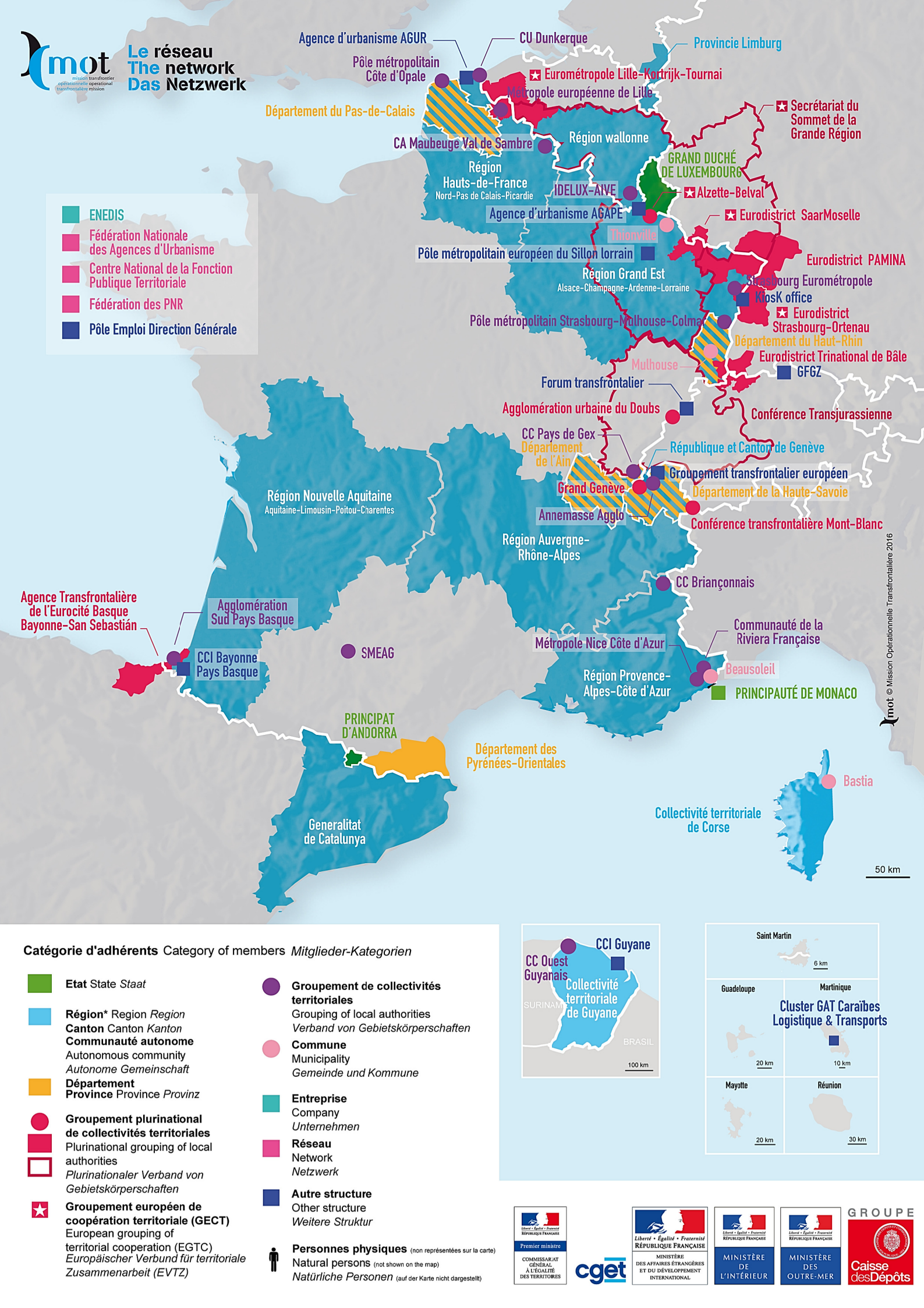
Fin 2016, 2ème année du programme triennal 2015-2017 de la MOT au service de ses membres, ceux-ci sont au nombre de 66.

ANNEXES

Membres du Conseil d'orientation (au 31 décembre 2016)

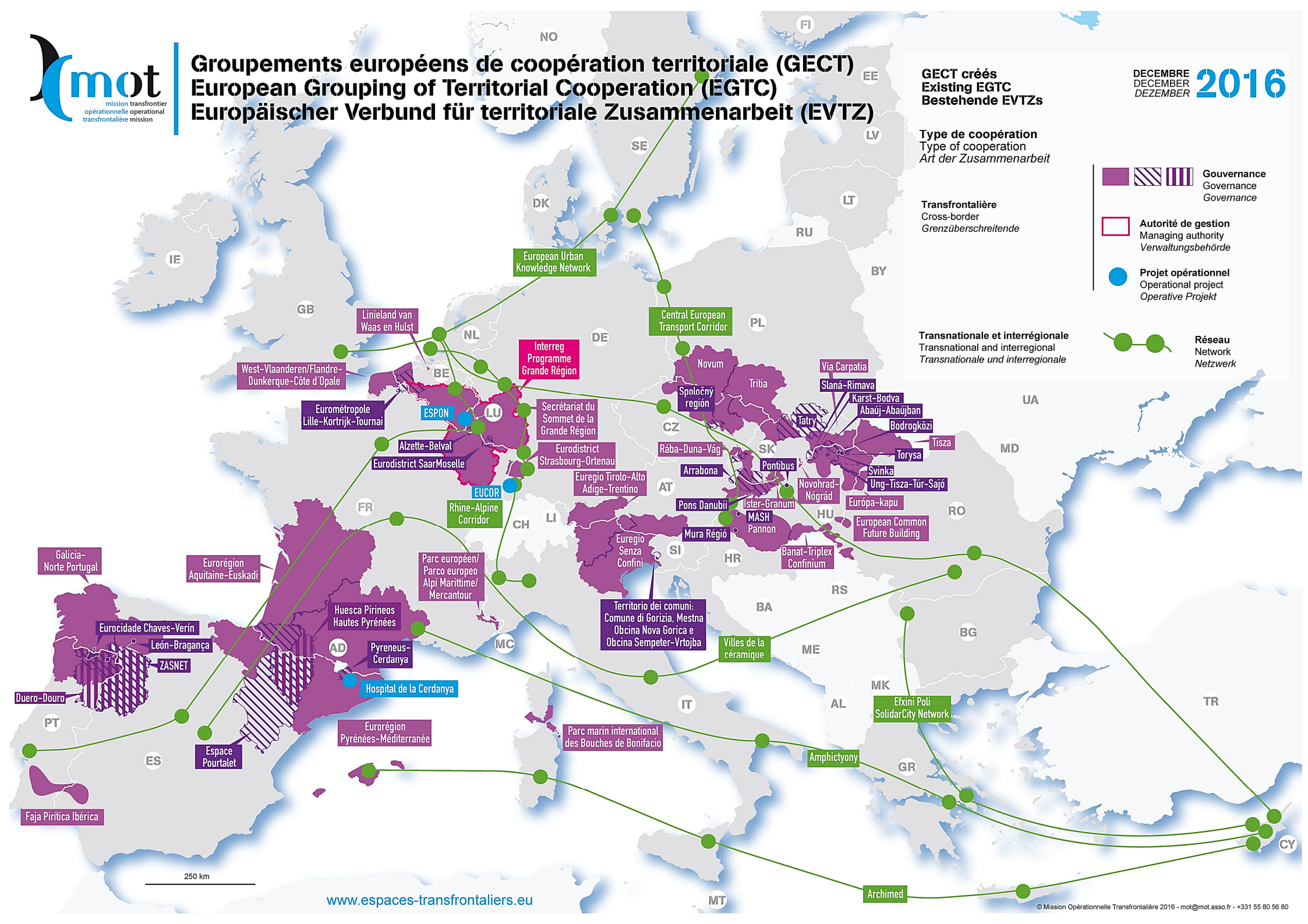
Le président de la MOT	**Michel DELEBARRE** Ancien Ministre d'Etat Sénateur du Nord
Agence d'Urbanisme et de Développement Durable Lorraine Nord (AGAPE)	**Jean-Marc DURIEZ** Président Vice-président de la MOT
Annemasse Agglo	**Christian DUPESSEY** Président Vice-président de la MOT
Conseil départemental de Haute-Savoie	**Virginie DUBY-MULLER** Vice-présidente, Députée de la Haute-Savoie Vice-présidente de la MOT
Eurométropole de Strasbourg	**Nawel RAFIK-ELMRINI** Conseillère de l'Eurométropole Adjointe au Maire de Strasbourg Vice-présidente de la MOT
Métropole européenne de Lille	**Damien CASTELAIN** Président Vice-président de la Mot
Métropole Nice Côte d'Azur	**Laurence NAVALESI** Conseillère Municipale et Métropolitaine, Subdéléguée aux relations transfrontalières Vice-présidente de la Mot
Pôle métropolitain européen du Sillon Lorrain	**André ROSSINOT** Président de la commission grands partenariats et transfrontalier Président de la Communauté Urbaine de Nancy Vice-président de la MOT
Région Grand Est	**Claudine GANTER** Adjointe au Maire de Colmar Vice-présidente de la MOT
Région Nouvelle Aquitaine	**Mathieu BERGÉ** Conseiller régional Vice-président de la MOT
Région Provence-Alpes Côte d'Azur	**Laurence BOETTI-FORESTIER** Conseillère régionale Vice-présidente de la MOT
Parlement National	**Philip CORDERY** Député national, Président du groupe d'études "zones et travailleurs frontaliers" Vice-président de la MOT
Parlement National	**Joël GIRAUD** Député des Hautes-Alpes Vice-président de la MOT
Parlementaire européen	**Anne SANDER** Député européen Vice-présidente de la MOT
Groupement européen transfrontalier	**Michel CHARRAT** Président Trésorier de la MOT

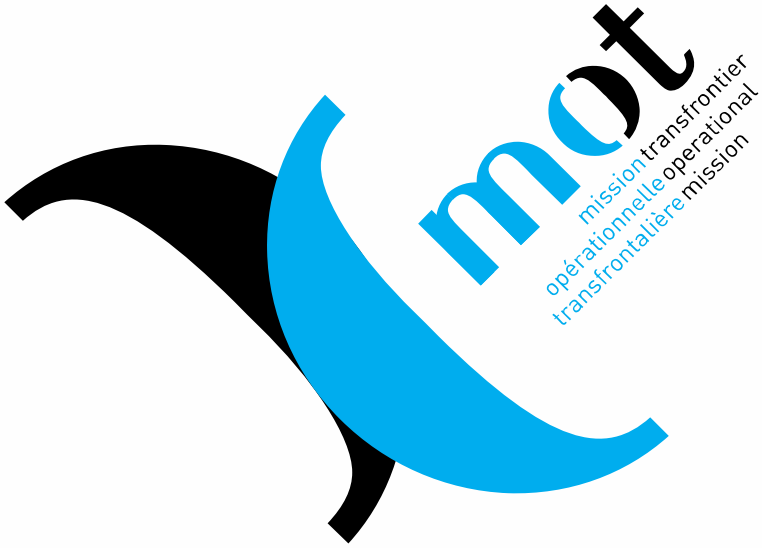
Agence Transfrontalière pour le développement de l'Eurocité Basque Bayonne-San Sebastián	**Jean-Pierre LAFLAQUIERE** Vice-président **Iker GOIRIA ETXEBERRIA** Codirecteur
Agglomération Urbaine du Doubs	**Pierre VAUFREY** Membre du Bureau Adjoint au maire de Morteau
Agglomération Sud Pays Basque	**Peyuco DUHART** Président
CCI Bayonne Pays Basque	**André GARRETA** Président
CNFPT	**Benoît CATHALA** Responsable mission Europe
Enedis	**Pascal MANGIN** Pôle Affaires Institutionnelles
Eurodistrict PAMINA	**Fritz BRECHTEL** Président Landrat du Landkreis Germersheim
Eurodistrict SaarMoselle	**Roland ROTH** Président
Eurodistrict Trinational de Bâle	**Frédéric DUVINAGE** Directeur
Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France	**Michel WEBER** Président Président du PNR Vosges du Nord
Forum transfrontalier	**Marcel SCHIESS** Secrétaire général, Vice-président
GECT Alzette Belval	**Lucien PIOVANO** Président, Maire d'Audun-le-Tiche
GLCT Grand Genève	**Jean DENAIS** 1er Vice-président, Président de l'ARC Syndicat Mixte
Grand-duché du Luxembourg	**Marie-Josée VIDAL** Responsable politique transfrontalière
Région Auvergne Rhône-Alpes	**Stéphanie PERNOD-BEAUDON** Vice-présidente
République et Canton de Genève	**Anna-Karina KOLB** Directrice, Service des affaires extérieures et fédérales
Ville de Beausoleil	**Gérard SPINELLI** Maire, Vice-président de la Communauté de la Riviera Française
Ville de Mulhouse	**Anne-Catherine GOETZ** Adjointe au maire de Mulhouse



Catégorie d'adhérents Category of members *Mitglieder-Kategorien*

- **Etat** State *Staat*
- **Région*** Region *Region*
  Canton Canton *Kanton*
  Communauté autonome Autonomous community *Autonome Gemeinschaft*
- **Département**
  Province Province *Provinz*
- **Groupement plurinational de collectivités territoriales** Plurinational grouping of local authorities *Plurinationaler Verband von Gebietskörperschaften*
- **Groupement européen de coopération territoriale (GECT)** European grouping of territorial cooperation (EGTC) *Europäischer Verbund für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ)*
- **Groupement de collectivités territoriales** Grouping of local authorities *Verband von Gebietskörperschaften*
- **Commune** Municipality *Gemeinde und Kommune*
- **Entreprise** Company *Unternehmen*
- **Réseau** Network *Netzwerk*
- **Autre structure** Other structure *Weitere Struktur*
- **Personnes physiques** (non représentées sur la carte) Natural persons (not shown on the map) *Natürliche Personen* (auf der Karte nicht dargestellt)


mot
mission transfrontier
opérationnelle operational
transfrontalière mission
Groupements européens de coopération territoriale (GECT)
European Grouping of Territorial Cooperation (EGTC)
Europäischer Verbund für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ)
GECT créés
Existing EGTC
Bestehende EVTZs
DECEMBRE
DECEMBER
DEZEMBER
2016
Type de coopération
Type of cooperation
Art der Zusammenarbeit
Transfrontalière
Cross-border
Grenzüberschreitende
Transnationale et interrégionale
Transnational and interregional
Transnationale und interregionale
Gouvernance
Governance
Governance
Autorité de gestion
Managing authority
Verwaltungsbehörde
Projet opérationnel
Operational project
Operative Projekt
Réseau
Network
Netzwerk
NO
FI
EE
LV
SE
DK
LT
RU
BY
IE
GB
NL
DE
PL
BE
LU
CZ
SK
UA
MD
FR
CH
LI
AT
HU
RO
SI
HR
RS
BA
BG
ME
MK
AL
IT
MC
AD
PT
ES
GR
TR
CY
MT
European Urban Knowledge Network
Central European Transport Corridor
Linieland van Waas en Hulst
Interreg Programme Grande Région
West-Vlaanderen/Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale
Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai
ESPON
Secrétariat du Sommet de la Grande Région
Alzette-Belval
Eurodistrict SaarMoselle
Eurodistrict Strasbourg-Ortenau
EUCOR
Rhine-Alpine Corridor
Euregio Tirolo-Alto Adige-Trentino
Novum
Tritia
Spoločný región
Via Carpatia
Slaná-Rimava
Karst-Bodva
Abaúj-Abaújban
Bodrogközi
Tatry
Tisza
Torysa
Svinka
Ung-Tisza-Túr-Sajó
Rába-Duna-Vág
Arrabona
Pontibus
Novohrad-Nógrád
Európa-kapu
Pons Danubii
Ister-Granum
MASH Pannon
Mura Régió
European Common Future Building
Banat-Triplex Confinium
Euregio Senza Confini
Territorio dei comuni: Comune di Gorizia, Mestna Obcina Nova Gorica e Obcina Sempeter-Vrtojba
Villes de la céramique
Galicia-Norte Portugal
Eurorégion Aquitaine-Euskadi
Parc européen/ Parco europeo Alpi Marittime/ Mercantour
Huesca Pirineos Hautes Pyrénées
Eurocidade Chaves-Verín
León-Bragança
ZASNET
Pyreneus-Cerdanya
Hospital de la Cerdanya
Duero-Douro
Eurorégion Pyrénées-Méditerranée
Espace Pourtalet
Faja Pirítica Ibérica
Parc marin international des Bouches de Bonifacio
Efxini Poli SolidarCity Network
Amphictyony
Archimed
250 km
www.espaces-transfrontaliers.eu
© Mission Opérationnelle Transfrontalière 2016 - mot@mot.asso.fr - +331 55 80 56 80



Mission Opérationnelle Transfrontalière

38, rue des Bourdonnais - 75001 Paris - France
www.espaces-transfrontaliers.eu

tél. : +33 1 55 80 56 80
mot@mot.asso.fr

Premier ministre
COMMISSARIAT GÉNÉRAL À L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES
cget
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
MINISTÈRE DES OUTRE-MER
GROUPE Caisse des Dépôts